

Conseil de Communauté
du 14 janvier 2016
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Administration générale – Délégation du Conseil Communautaire au Président et au bureau
2	Commission d'Appel d'Offres (CAO) – Election des membres
3	Numérique – Adhésion au S.M.O. Mayenne Très Haut Débit – Désignation d'un représentant
4	Création d'une régie de recettes et d'avances pour L'aire d'accueil des Gens du Voyage
5	Aire d'accueil des gens du voyage – Adoption des tarifs à effet du 1 ^{er} janvier 2016
6	Finances – Attributions de compensation prévisionnelles de 2016 à verser à 31 Communes et à récupérer de 2 Communes
7	Finances - Exercice budgétaire 2016 – Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits
8	Développement culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ - Tarifs à effet au 1 ^{er} Janvier 2016
9	Développement culturel – Conservatoire de musique et de danse Ivan Bellocq – Tarification des ateliers parents/enfants
10	Développement culturel – Conservatoire de Musique et Danse Ivan Bellocq – Concert Educatif « Le Carnaval des Animaux » - Concert tout public Fixation des tarifs
11	Développement culturel – La Boussole – Studios Musiques Actuelles – Parcours individualisé de technique vocale – Fixation du tarif
12	Développement culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ – 2 ^{ème} Concours National de piano – Fixation des droits d'inscription
13	Développement culturel - Service de lecture publique – Tarifs à compter du 1 ^{er} janvier 2016
14	Développement culturel – Règlement intérieur du réseau de bibliothèques de Mayenne Communauté
15	Développement culturel - Cybercentre Annie Dissaux – Adoption des tarifs et des conditions d'utilisation à effet du 1 ^{er} janvier 2016
16	Développement culturel - Musée du château de Mayenne – Conditions tarifaires à compter du 1 ^{er} janvier 2016
17	Développement culturel – Portes du temps 2016
18	Jeunesse - Ludothèque – Les Dés en Bulles – Adoption des tarifs à effet du 1 ^{er} janvier 2016
19	Développement économique – SERE – Adoption des tarifs au 1 ^{er} janvier 2016
20	Budget annexe prestations de services – Adoption des tarifs 2016
21	Maison de services au public – Adoption des tarifs à effet du 1 ^{er} janvier 2016

22	Développement touristique - Tarification camping du Gué St Léonard (emplacements et locatifs) à effet du 1 ^{er} janvier 2016
23	Ressources humaines - Création d'un Comité Technique commun entre la Ville de Mayenne, le C.C.A.S de la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté et détermination du nombre de représentants au CHSCT et au comité technique lors des élections professionnelles 2016
24	Ressources humaines – Recrutements d'agents contractuels pour besoins occasionnels ou besoins saisonniers pour la durée du mandat
25	Ressources humaines – Organigramme mutualisé Mayenne Communauté, Ville de Mayenne et CCAS
26	Ressources humaines – création des emplois de Mayenne Communauté - Tableau des effectifs
27	Ressources Humaines – adhésion au Comité National des Actions Sociales
28	Ressources humaines - Compte épargne temps - paiement des heures en cas de décès
29	Ressources humaines - Accord salarial pluriannuel 2010-2016
30	Ressources humaines - Mise en place du régime indemnitaire des agents de Mayenne Communauté
31	Ressources humaines - Vacation musicales pour le Relais Assistantes Maternelles
32	Ressources humaines - Vacation jury d'examens pour le conservatoire
33	Ressources Humaines - Avantages en nature - Véhicule de fonction
34	Ressources humaines – DEJS – Centre de loisirs sans hébergement – Modalité de rémunération forfaitaire des personnels temporaires d'animation
35	Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Convention de mise à disposition de personnel et de matériel avec le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable et Assainissement Collectif (SIAEPAC) de la Fontaine Rouillée
36	Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Redevances à compter du 1 ^{er} janvier 2016
37	Enfance Jeunesse - Convention d'objectifs et de moyens tripartite Agitato, Mayenne Communauté et Ville de Mayenne
38	Enfance Jeunesse – Création d'un service commun
39	Déchets - Redevance incitative – Détermination de la grille tarifaire à compter du 1 ^{er} janvier 2016
40	Déchets – Budget annexe déchets ménagers – Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) de 2016
41	Déchets – Déchets ménagers – Validation des règlements de collecte et de redevances pour 2016
42	Déchets – Déchets des événements, fêtes, manifestations et animations
43	Déchets – Déchets des communes – Facturation à compter de l'exercice 2016
44	Déchets - Budget annexe déchets ménagers – Tarif pour la mise à disposition de bennes aux particuliers à compter du 1 ^{er} janvier 2016
45	Déchets - Facturation prestation d'enlèvement et de résorption des dépôts sauvages à effet du 1 ^{er} janvier 2016
46	Déchets - Budget annexe déchets ménagers - Tarification de l'accès des professionnels en

	déchetterie à compter du 1 ^{er} janvier 2016
47	Déchets – Tarifs de vente de produits issus des activités de tri et valorisation à compter du 1 ^{er} janvier 2016
48	Déchets – Règlements des déchetteries et points de collecte
49	Déchets - Contrat d'Objectifs Déchets et Économie circulaire – Programme prévisionnel de Mayenne Communauté sur 2016-2018
50	Déchets – Convention avec Eco-Emballages
51	Déchets - Conventions OCAD3E 2016-2020
52	Environnement - Convention avec la SCIC Mayenne Bois Énergie à compter du 1 ^{er} janvier 2016
53	Aménagement de l'espace - Prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, fusion de principe des procédures initiées par la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) et par la Communauté de Communes de le Horps Lassay (CCHL)
54	Aménagement de l'espace - Sollicitation de l'extension du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale à l'échelle de Mayenne Communauté
55	Aménagement de l'espace - Approbation de principe de continuité de la procédure de révision allégée initiée par la commune d'Aron sur le secteur des Landes
56	Aménagement de l'espace - Arrêt de la procédure de révision allégée du PLU de la commune d'Aron sur le secteur des Landes
57	Tarifs service commun « espace jeunes »
58	Ressources Humaines – Régime indemnitaire agent mis à disposition par Saint Georges Buttavent

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 14 janvier 2016 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	52
Contre :	0
Pour :	52
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille seize, le huit janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1^{er} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2^{ème} Vice-Président, M. MOLL, 3^{ème} Vice-Président, Mme MORIN, 4^{ème} Vice-Présidente, M. VALPREMIT, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, M. BOISSEAU, 8^{ème} Vice-Président, M. BOURGUIN, 9^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 10^{ème} Vice-Président, M. COISNON, 11^{ème} Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY (*arrive au point n°7*), SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, SONNET, Mme BELLON, MM. LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, BAR, LANCIEN, M. LESAIN, Mmes COUTURIER, BEUNEUX, MM. PAILLASSE, RONCIN, Mmes PELE, OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. MORIN, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. DELAHAYE est représenté par Mme BEAUDOUIN
M. BEAUJARD est représenté par M. GENEST

M. LE SCORNET donne pouvoir à Mme CREUSIER

Excusés :

MM. HEURTEBIZE, DOYEN, Mmes LODE, ADAM, M. REBOURS

Mme MONSIMIER a été désignée secrétaire.

M. LEDAUPHIN explique la disposition des élus dans la salle du conseil.

1 - Administration générale – Délégation du Conseil Communautaire au Président et au bureau

Reçu à la Sous-Préfecture le 19 janvier 2016

M. SOUTIF expose :

Vu les articles L 2122-22, L 2122-23, L 5211-1, L 5211-2 et L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que "le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble" peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, Considérant qu'il y a lieu de favoriser une bonne administration de la Communauté de Communes, d'alléger les séances du Conseil communautaire et de permettre que des décisions soient prises rapidement ou au moment opportun sans attendre une réunion du Conseil,

Il vous est proposé de charger Monsieur le Président de Mayenne Communauté de prendre des décisions dans les domaines suivants et dans les conditions ci-après définies :

Budget :

- dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change,
- la réalisation des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil, il est proposé de le fixer à 1 000 000 €,
- les aliénations de gré-à-gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € H.T et les contrats de vente ou conventions de prestations de recettes dans la limite de 30 000 € par contrat ou convention,
- les opérations d'ordre budgétaire notamment relatives à la fixation des durées d'amortissement, les provisions et charges à répartir,
- les contrats de vente ou conventions de prestations de recettes,

Marchés publics :

- la signature des conventions de fournitures, de prestations de service, de gestion, notamment les prestations passées dans le cadre de spectacles, d'animations, de manifestations culturelles, touristiques, sportives, associatives ou autres ainsi que leur promotion, dont le montant ne dépasse pas 30 000€ HT,

Il en est de même pour :

-les conventions relatives aux achats de carburant, convention de partenariat, de sponsoring, traduction, déclaration à la C.N.I.L., d'enquêtes
-ainsi que la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres relatifs aux travaux, aux fournitures et aux services ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 % lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Contrats et conventions :

- la signature des conventions d'occupation précaire de terrains non bâtis à l'exemple des conventions de terrains agricoles,
- la signature des contrats d'assurance et leurs avenants ainsi que l'acceptation des indemnités de sinistre y afférant,

Urbanisme :

- les décisions sollicitant ou avalisant les modificatifs aux dossiers de lotissement ainsi que la délivrance des certificats de viabilité,

Action en justice :

- intenter au nom de la communauté de communes les actions en justice ou de défendre la communauté de communes dans les actions intentées contre elle en première instance, en appel et en cassation dans tous domaines dans lesquels le président peut être amené en justice et de se constituer partie civile dans toutes affaires relevant de la matière pénale
- fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires huissiers de justice et experts

Il vous est proposé de déléguer au bureau communautaire les décisions dans les domaines suivants et dans les conditions ci-après définies :

Budget :

- les demandes de subventions au profit de la communauté et d'approuver les plans de financement correspondants en conformité avec les autorisations budgétaires,
- la création de régies d'avance et de recettes nécessaires au fonctionnement des services,

Marchés publics :

- toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés (travaux, fournitures et services) et des accords-cadres d'un montant compris entre 30 000 € HT et les seuils définis par décret ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du

montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Contrats et conventions :

- la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Habitat-Logement :

- les attributions d'aides décidées dans le cadre du PLH, du PIG ou tout type de dispositifs d'aides décidés par le conseil dans la limite de 20 000 € par opération et par bénéficiaire. Le bureau vérifie la conformité de la demande au vu du règlement défini pour chaque type d'opération par le Conseil Communautaire,

Autres délégations:

- l'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

Monsieur le Président signera personnellement les décisions communautaires afférant aux domaines ci-dessus. En cas d'absence, il pourra subdéléguer cette signature au 1er Vice-Président chargé des Finances et de l'Administration Générale. En cas d'empêchement de ce dernier, la compétence reviendra au Conseil de Communauté.

Lorsque le Président ou le Bureau le jugeront opportun, ils pourront avant d'exercer leur délégation, saisir le Conseil de Communauté, pour se faire confirmer leur décision, pour avis

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le présent rapport.

2 - Commission d'Appel d'Offres (CAO) – Election des membres

Reçu à la Sous-Préfecture le 19 janvier 2016

M. BOISSEAU expose :

La passation des marchés publics est soumise à des règles très strictes et impose pour certains marchés l'intervention d'une « commission d'appel d'offres ».

Pour information Mayenne Communauté dispose actuellement de 81 marchés en cours ce qui représente en moyenne une vingtaine de marchés passés chaque année pour lesquels la commission peut être appelée à siéger (près de 10 réunions par an).

Le Code des marchés publics (article 22) prévoit la composition de cette commission pour les EPCI :

- le Président ou son représentant : présidera la commission
- et le nombre de membres prévus pour les communes de 3500 habitants et plus : soit 5 membres élus par le conseil communautaire à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Cet article ajoute qu'il est procédé selon les mêmes modalités à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

En conséquence, la désignation des membres de la Commission d'appel d'offres se fera au scrutin de liste à bulletin secret. Il vous est proposé la liste complète ci après :

- 5 délégué titulaires : M. Boisseau, Mme Olivier, M. Sonnet, M. Forêt et M. Beaujard

- 5 délégués suppléants : M. Soutif, M. Brodin, M. Coisnon, M. Moll et M. Transon

Premier tour de scrutin

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de votants : 54 enveloppes déposées

Nombre de suffrages nuls : 4

Nombre de suffrages blancs : 1

Nombre de suffrages exprimés : 49

Majorité absolue : 25

Nombre de suffrages pour la liste : 49

Après délibération, les membres de la liste suivante sont désignés pour siéger au sein de la Commission

d'Appel d'Offres :

- 5 délégué titulaires : M. Boisseau, Mme Olivier, M. Sonnet, M. Forêt et M. Beaujard

- 5 délégués suppléants : M. Soutif, M. Brodin, M. Coisnon, M. Moll et M. Transon

3 - Numérique – Adhésion au S.M.O. Mayenne Très Haut Débit – Désignation d'un représentant

Reçu à la Sous-Préfecture le 19 janvier 2016

M. VALPREMIT expose :

La mise en œuvre du schéma directeur départemental d'aménagement numérique de la Mayenne était piloté jusqu'alors par un comité de pilotage du Conseil Général. Le département propose désormais la création d'un Syndicat Mixte Ouvert SMO, groupement des collectivités, pour le portage du déploiement du numérique avec les territoires. A ce titre, il a sollicité les Établissements Publics de Coopération Intercommunale EPCI pour y adhérer.

En premier lieu, cette adhésion nécessite le transfert de la compétence « réseaux et services locaux de communication électroniques » des communes à l'EPCI. A ce titre, les statuts de Mayenne Communauté prévoit en matière d'aménagement de l'espace :

e- Le développement numérique d'intérêt communautaire :

- La participation au développement des réseaux et des usages notamment par voie d'adhésion à des organismes dédiés.

Le SMO n'aura pas de charges de fonctionnement pour le compte des EPCI puisque le département s'engage à en assumer l'intégralité (à l'exception du contrôle technique du RIP pour le territoire de chaque EPCI). Cependant, les EPCI financeront en partie les travaux d'investissement de leur territoire. Chaque EPCI y contribuera par voie de fonds de concours (possibilité désormais prévue par la Loi Notre) sachant qu'une estimation du coût du projet pour chaque territoire a permis de déterminer un coût à la prise par communauté de communes (maxi 500€/prise). Le déploiement dépendra de la volonté de l'EPCI en terme de rapidité et donc du budget alloué.

Comme confirmée à plusieurs reprises en bureau communautaire, l'opportunité du développement du très haut débit est partagée en ce qu'elle favorise l'attractivité et le dynamisme économique du territoire.

Notre programmation des raccordements, pour tenir compte des priorités en terme d'aménagement du territoire et de développement économique, doit pouvoir s'appuyer sur le schéma d'aménagement du territoire comme celui des zones économiques de Mayenne Communauté. Conformément à la décision du bureau commun du 24 novembre 2015, un groupe de travail composé du Président, du 1er Vice-Président, du Vice-Président à l'Aménagement de l'Espace et du Vice-Président à l'Economie préparent cette programmation.

Cependant, il est à noter que le conseil départemental s'est fixé les objectifs suivants :

- créer ce SMO en février 2016,
- permettre les 1ers raccordements début 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide l'adhésion de Mayenne Communauté au SMO Mayenne Très Haut Débit,***
- désigne M. Valpremit en qualité de délégué titulaire de Mayenne Communauté auprès du SMO et M. Raillard en qualité de suppléant pour siéger au comité syndical***
- et autorise Monsieur le Président à signer tout acte en ce sens.***

4 - Création d'une régie de recettes et d'avances pour L'aire d'accueil des Gens du Voyage

Reçu à la Sous-Préfecture le 19 janvier 2016

M. MOLL expose :

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de

recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 30 décembre 2015 ;

Considérant les statuts de Mayenne Communauté fixés dans l'arrêté n°2015 M334 du 18 novembre 2015,

DÉCIDE

ARTICLE PREMIER - Il est institué une régie de recettes et d'avances auprès de l'aire d'accueil des gens du voyage ;

ARTICLE 2 - Cette régie est installée à l'aire d'accueil des gens du voyage, La Davière à Mayenne ;

ARTICLE 3 – La régie fonctionnera à partir du 18 janvier 2016 ;

ARTICLE 4 - La régie encaisse les produits suivants :

- 1° - L'encaissement des frais de séjour des gens du voyage ;
- 2° - L'encaissement des cautions pour les séjours des gens du voyage ;
- 3° - L'encaissement des cautions et recettes relatives à la location de la salle commune située sur l'aire d'accueil ;
- 4° - L'encaissement du produit de la vente de sacs poubelle ;

ARTICLE 5 - Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1° Numéraire ;
- 2° Chèques ;

ARTICLE 6 – Néant ;

ARTICLE 7 - La régie paie les dépenses suivantes :

- 1° : Le remboursement des cautions aux gens du voyage le jour de leur départ ;

ARTICLE 8 - Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées en espèces ;

ARTICLE 9 – Néant ;

ARTICLE 10 –Néant ;

ARTICLE 11 – L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination ;

ARTICLE 12 - Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à disposition du régisseur ;

ARTICLE 13 - Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 800 €. Cette somme devra être impérativement reversée dès qu'elle sera atteinte et en tout état de cause au moins tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;

ARTICLE 14 – Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 930 € et limité par paiement à un maximum de 299 € ;

ARTICLE 15 – Le Régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 13 et toutes les semaines ;

ARTICLE 16 - Le régisseur verse auprès du Trésorier la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses toutes les semaines ;

ARTICLE 17 -Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 18 -Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de

nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 19 - Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 20 -Le Président et le Comptable public assignataire de Mayenne Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée la régie de recettes et d'avances pour l'aire d'accueil des gens du voyage.

5 – Aire d'accueil des gens du voyage – Adoption des tarifs à effet du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 19 janvier 2016

M. MOLL expose :

Depuis le 1^{er} janvier dernier, et conformément à ses statuts, Mayenne Communauté a pour compétence obligatoire la gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage.

Il convient de fixer les tarifs applicables à l'aire d'accueil des gens du voyage à effet du 1^{er} janvier 2016 :

Les tarifs horaires 2016 vous sont proposés comme suit :

Dépôt de garantie, par emplacement	93,00 €
Droit de place, par emplacement et par jour	1,84 €
Électricité , par kwatt/heure	0,14 €
Eau , par m ³	3,67 €
Sac poubelle , par unité	0,28 €
Location de la salle commune :	
4 un après midi	12,40 €
4 une soirée	22,75 €
4 un week-end	45,40 €
Dépôt de garantie pour la location de la salle commune	30,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs de l'aire d'accueil des gens du voyage à effet du 1^{er} janvier 2016.

6 - Finances – Attributions de compensation prévisionnelles de 2016 à verser à 31 Communes et à récupérer de 2 Communes

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. SOUTIF expose :

VU l'article 1609 nonies C – paragraphe V du Code Général des Impôts qui traite de l'attribution de compensation, VU la délibération du Conseil de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne en date du 19 novembre 2015 fixant les attributions de compensation définitives de 2015 et les attributions de compensations prévisionnelles au 1^{er} janvier 2016,

VU la délibération du Conseil de la Communauté de Communes Le Horps Lassay en date du 29 juillet 2015 fixant les attributions de compensations prévisionnelles au 1^{er} janvier 2016,

Considérant que la Communauté de Communes Le Horps Lassay est passée en régime de fiscalité professionnelle unique au 1^{er} janvier 2012 donc postérieurement à la réforme de la Taxe Professionnelle de 2011,

Considérant qu'en conséquence, l'ancien produit de Taxe d'Habitation du Département a été réparti entre la CCHL et ses Communes membres de 2012 à 2015,

Dès janvier 2016, Mayenne Communauté va devoir verser à 31 Communes un douzième de l'attribution de

compensation prévisionnelle de 2016.

Pour déterminer celle-ci, l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts prévoit au paragraphe V, alinéa 5° qu'en cas de fusion, la nouvelle Communauté verse aux Communes l'attribution de compensation que versaient les Communautés antérieures l'année précédant la fusion.

En conséquence, les attributions de compensation prévisionnelles au 1^{er} janvier 2016 à verser aux Communes correspondent à celles fixées par les Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay par délibérations respectives du 19 novembre 2015 et 29 juillet 2015.

Par ailleurs, selon l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts - paragraphe V - alinéa 2°, les attributions de compensation doivent être majorées de la part du produit de Taxe d'Habitation que percevaient en 2015 les Communes de l'ex CCHL au titre de l'ancienne part départementale suite à la réforme de la Taxe Professionnelle.

Avec la fusion, Mayenne Communauté percevra à partir de 2016 l'intégralité de l'ancien produit de Taxe d'Habitation départementale. Aussi, la perte de produit fiscal pour les Communes est compensée par une majoration du même montant de leur attribution de compensation.

Cette correction obligatoire des attributions de compensation fait partie des dispositions contenues dans le protocole de neutralisation fiscale et financière.

Le montant précis à réintégrer dans l'attribution de compensation des Communes sera communiqué par la Direction Départementale des Finances publiques en avril 2016.

Cependant, afin de ne pas pénaliser la trésorerie des 13 Communes concernées, il est proposé d'intégrer, dès janvier 2016, une estimation de ce montant dans leur attribution de compensation prévisionnelle de 2016. Une régularisation sera effectuée ultérieurement au vu des montants réels.

En outre, il est rappelé que les montants des attributions de compensation des Communes vont encore évoluer au cours de l'année 2016 pour 2 raisons majeures :

1) Protocole de neutralisation fiscale et financière

En effet, les 33 conseils municipaux et les 2 précédents conseils de communauté ont approuvé ce protocole de neutralisation.

Ces engagements permettent aux contribuables de Taxe d'Habitation et de Taxes Foncières de voir leur cotisation globale Commune et Communauté inchangée malgré le vote réglementé des taux 2016 de Mayenne Communauté. Dans ce cadre, les Communes de l'ex CCPM qui vont devoir baisser leur taux en 2016 bénéficieront en contrepartie d'une majoration de leur attribution de compensation versée par Mayenne Communauté.

A l'inverse, les Communes de l'ex CCHL qui vont devoir augmenter leur taux en 2016 verront en contrepartie leur attribution de compensation minorée par Mayenne Communauté.

Ce dispositif s'avère neutre pour Mayenne Communauté puisque les majorations des attributions des Communes de l'ex CCPM seront financées par les minorations des attributions des Communes de l'ex CCHL.

Ces évolutions d'attribution de compensation ne pourront être appréhendées qu'après la validation des taux votés par les 33 Communes vers fin avril 2016.

2) Transferts de compétences intervenus au 1^{er} janvier 2016

Il s'agit d'une part, de transfert de compétences de Communes vers Mayenne Communauté (par exemple : aire d'accueil des gens du voyage de Mayenne, point information jeunesse de Mayenne) et d'autre part, de transfert de compétences des Communautés vers des Communes (par exemple : passport découverte CCPM, animation jeunesse CCHL)

Ces transferts de compétences devront faire l'objet d'évaluation des charges et recettes transférées par la future CLECT : Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, en cours d'année 2016. Ensuite, les conseils municipaux délibéreront sur le rapport final de la CLECT. Enfin, il appartiendra au Conseil de Mayenne Communauté, avant fin 2016, d'arrêter l'attribution de compensation définitive des 33 Communes au titre de 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- fixe les montants des attributions de compensation prévisionnelles de 2016 figurant dans l'annexe ci-jointe étant précisé que ceux-ci seront communiqués à chacun des Maires avant le 15 février 2016 conformément à l'article 1609 nonies C du CGI – paragraphe V – alinea 1°

- autorise Monsieur le Président à verser, dès janvier 2016, un douzième des attributions de compensation prévisionnelles fixées au titre de 2016, aux 31 Communes concernées

- décide de ne pas réclamer l'attribution de compensation aux Communes de Saint Baudelle et Placé qui présentent provisoirement une attribution de compensation prévisionnelle négative au titre de 2016. En effet, ces 2 Communes vont évoluer en 2016 vers une attribution de compensation positive comme les 31 autres Communes avec l'application des dispositions du protocole de neutralisation fiscale et financière.

M. SOUTIF expose :

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème aliéna et suivants), le Président peut avant le vote du budget primitif 2016, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il vous est donc proposé, par anticipation au vote du budget primitif 2016 programmé le 14 avril prochain, d'autoriser les inscriptions d'investissement mentionnées ci-après, en précisant que les crédits correspondants seront inscrits au budget lors de son adoption.

Section d'investissement :

Chapitre	Nature	Libellé nature	Montant
204	20422	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé	30 000 €
21	2188	Autres immobilisations corporelles	30 000 €
23	2313	Constructions	100 000 €
23	2315	Installations, matériel et outillage techniques	100 000 €

En outre, le Président peut engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite des montants des dépenses votées dans le cadre du budget de l'exercice précédent.

Le Président est aussi en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieures, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif 2016.

8 - Développement culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ - Tarifs à effet au 1^{er} Janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. PAILLASSE expose :

La fusion entre la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et la Communauté de Communes du Horps-Lassay entraînant la création d'un nouvel E.P.C.I (Etablissement Public à Coopération Intercommunal), il convient de valider les tarifs, à effet au 1^{er} Janvier 2016, du conservatoire de musique et danse Ivan Bellocq pour les disciplines enseignées et pour les studios de Musiques actuelles « La Boussole ».

- Tarifs Musique et Danse

Le montant des droits d'inscription s'établit ainsi qu'il suit :

30 € pour les familles de Mayenne Communauté

40 € pour les familles domiciliées hors Mayenne Communauté

50 € pour les familles des élèves des classes orchestres (CM 1, CM 2, 6ème et 5ème)

Un seul droit d'inscription est dû par famille que l'activité pratiquée soit la musique et/ou la danse.

Une facturation au trimestre à terme échu (sur 3 trimestres/an) est appliquée. Les trimestres se définissent ainsi qu'il suit :

- Octobre, novembre, décembre
- Janvier février mars
- Avril, mai, juin.

Fin septembre, une facturation spécifique sera établie pour la location du trimestre d'été des instruments et/ou du droit d'inscription sur la base du nouveau tarif.

Depuis la rentrée 2012, une tarification sur le quotient familial est proposée pour la musique et la danse s'appliquant aux scolaires et aux étudiants jusqu'à 26 ans, domiciliés sur le territoire de Mayenne Communauté. Cependant, les élèves de 4^{ème} et 3^{ème} de l'Orchestre à l'Ecole domiciliés hors Mayenne Communauté bénéficient du tarif au quotient familial.

Ces tranches sont les suivantes : (modalités du calcul du quotient ci-après)

- Tarif 1 : moins de 503 € de Quotient Familial
- Tarif 2 : de 504 à 902 € de Quotient Familial
- Tarif 3 : de 903 € à 1 303 € de Quotient Familial
- Tarif 4 : de 1 304 € à 1699 € de Quotient Familial
- Tarif 5 : de 1700 € à 1999 € de Quotient Familial
- Tarif 6 : plus de 2000 € de Quotient familial

Le tarif de chaque famille domiciliée dans Mayenne Communauté sera calculé à partir du quotient familial de la CAF au 1er janvier de chaque année, soit celui du 1er janvier 2015 pour l'année 2015/2016.

Il est précisé qu'à défaut de communication du quotient familial, le tarif 6, donc le plus élevé, sera automatiquement appliqué à la famille si celle-ci est domiciliée dans Mayenne Communauté.

Les modalités de calcul du quotient familial sont exposées comme suit :

Le quotient pris en compte sera celui du 1er janvier de l'année en cours (année 2015), soit le quotient basé sur la déclaration de revenus de l'année N-2 (année 2013).

Exemple : Du 1er janvier au 31 décembre 2015 la formule sera la suivante :

$$\frac{1/12^{\text{ème}} \text{ du revenu 2013 (*)} + \text{les prestations familiales du mois précédant le calcul}}{\text{le nombre de parts (**)}}$$

(*) Il s'agit des ressources nettes des personnes qui vivent au foyer sans les abattements fiscaux, les charges fiscalement déductibles et les indemnités de chômage et maladie.

(**) Le nombre de parts correspond à :

		+ enfant (s) à charge				
Composition familiale	Parents isolés ou en couple	Pour le 1er enfant	Pour le 2ème enfant	Pour le 3ème enfant	Pour le 4ème enfant et au-delà	Par enfant handicapé
Nombre de parts	2	0.5	0.5	1	0.5	1

Les enfants et les adultes hors Mayenne Communauté ne bénéficient pas de cette tarification au Quotient. En revanche, une réduction de 25 % continuera d'être appliquée aux élèves domiciliés hors de Mayenne Communauté fréquentant l'orchestre d'harmonie ou l'orchestre symphonique sur les disciplines marquées d'un *.

⇒ Les tarifs trimestriels applicables et à effet au 1er janvier 2016 sont proposés comme suit :

TARIFS ANNUELS (en euros) à effet au 1 ^{er} Janvier 2016		
	Mayenne Communauté	Hors Mayenne Communauté
Droit d'inscription annuel/famille	30	40
Orchestre à l'Ecole (6 ^{ème} , 5 ^{ème} , CM 1, CM 2)	50 (assurance comprise)	
Option Musique au Bac	30	

TARIFS TRIMESTRIELS (en euros) à effet au 1 ^{er} Janvier 2016							
Scolaires et Etudiants (jusqu'à 26 ans)	Mayenne Communauté (fonction du Quotient Familial de la CAF ou de la MSA)						Hors Mayenne Communauté
	Qf ≤ 503	Qf de 504 à 902	Qf de 903 à 1303	Qf de 1304 à 1699	Qf de 1700 à 1999	Qf ≥ 2000	
Formation Musicale et Cycle son et mouvement	18,05	34,05	51,05	57,45	62,00	70,00	129,65
Formation Musicale + Instrument *	39,75	62,40	96,60	113,35	123	135	293,15
Atelier Instrument Seul *	28,35	51,10	89,70	100,55	110	120	205,25
Formation Musicale + 2 Instruments *	61,15	77,95	122,45	145,75	155,00	165,00	398,50
Location Instrument	13,65	27,30	40,80	42,00	48,00	48,00	95,50
Ateliers collectifs et Musique de Chambre	13,65	27,30	40,80	42,00	48,00	48,00	95,50
Danse - Initiation à cycle 3	28,35	45,40	68,10	76,65	81,65	91,65	97,55

Les élèves de 4^{ème} et 3^{ème} de l'Orchestre à l'Ecole, qui intègrent le Conservatoire, domiciliés en dehors de Mayenne Communauté bénéficient du tarif au quotient familial.

ADULTES	Mayenne Communauté	Hors Mayenne Communauté
Formation Musicale	107,95	211,80
Formation Musicale + Instrument *	197,65	395,70
Instrument Seul *	155,30	356,20
Formation Musicale + 2 Instruments *	240,00	/
Location d'Instrument	40,40	/
Ateliers Collectifs et Musique de chambre	40,40	154,65
Danse	82,80	101,40

Il est appliqué une réduction de 25 % aux élèves domiciliés hors Mayenne Communauté fréquentant l'Orchestre d'Harmonie ou l'Orchestre Symphonique sur les disciplines marquées d'un *.

- Studios Musiques Actuelles : tarifs et règlement intérieur

- Les tarifs des studios Musiques Actuelles « La Boussole » sont proposés ainsi qu'il suit :

Tarifs STUDIOS Musiques Actuelles "LA BOUSSOLE"

Tarif au mois pour un groupe		Tarif à l'année pour un groupe		Tarif à la carte pour un groupe		Enregistrement	
Répétition de 2 h à 3 h par semaine	Répétition de 4 h à 6 h par semaine	Répétition de 2 h à 3 h par semaine	Répétition de 4 h à 6 h par semaine	à l'heure	à la journée (9 h à 17 h en semaine)	accompagné de l'animateur	Ecoles Mayenne Communauté, accompagné de l'animateur
20,00 €	30,00 €	150,00 €	200,00 €	3,00 €	20,00 €	100,00 €	60,00 €

Mme BEUNEUX se demande à partir de quel âge est-on considéré adulte.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs du Conservatoire de musiques et danse tels qu'exposés ci-dessus pour la musique, la danse et les studios musiques actuelles à compter du 1^{er} janvier 2016.

9 – Développement culturel – Conservatoire de musique et de danse Ivan Bellocq – Tarification des ateliers parents/enfants

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. COISNON expose :

Dans le cadre du cycle découverte « son et mouvement », le conservatoire Ivan BELLOCQ a mis en place des ateliers « parents/enfants » pour les enfants âgés de 3 et 4 ans.

Ces ateliers, d'une durée de 45 mn, sont encadrés par un professeur de danse et un professeur de musique et permettront aux enfants, accompagnés d'un adulte (parent, grand-parent, nourrice...) de partir à la découverte du monde sonore (chant, comptines, petites percussions, percussions corporelles) et du mouvement à travers divers jeux et activités corporelles.

Ces séances, limitées à 8 duos parent/enfant, se dérouleront le samedi matin de 10 H 15 à 11 H aux dates suivantes :

- . 1^{ère} thématique : 7 novembre et 5 décembre 2015
- . 2^{ème} thématique : 9 janvier et 27 février 2016
- . 3^{ème} thématique : 5 mars et 23 avril 2016
- . 4^{ème} thématique : 21 mai et 4 juin 2016

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le tarif de ces ateliers fixé à 10 € par séance. Le règlement s'effectuera obligatoirement à l'inscription auprès du secrétariat du Conservatoire et sera encaissé par le biais de la régie de recettes du Conservatoire de musique Ivan Bellocq et des studios musiques actuelles « la boussole ».

10 – Développement culturel – Conservatoire de Musique et Danse Ivan Bellocq – Concert Educatif « Le Carnaval des Animaux » - Concert tout public Fixation des tarifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. PAILLASSE expose :

Dans sa programmation 2015/2016, le conservatoire Ivan Bellocq propose, à destination des élèves des écoles

primaires de Mayenne Communauté, l'œuvre célèbre de Camille St Saëns, le Carnaval des Animaux. Cette œuvre facile d'écoute a l'avantage d'être composée d'une suite de 14 pièces très courtes abordables pour des enfants à partir de 5 ans.

Elle présente aussi l'intérêt d'une écriture variée autant dans les procédés utilisés que dans les couleurs instrumentales.

Afin de préparer au mieux les élèves à l'écoute de cette œuvre, des présentations d'instruments se dérouleront au Conservatoire.

Des concerts seront proposés le Vendredi 1^{er} Avril 2016 au Théâtre Municipal de Mayenne :

- Un concert éducatif, destiné aux classes des écoles primaires inscrites. 4 séances scolaires seront proposées en fonction des inscriptions : 9 h à 10 h, 10 h 15 à 11 h 15, 13 h 45 à 14 h 45 et 15 h à 16 h.

- Deux séances à destination du tout public : 17 h et 20 h 30

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs de ces différents concerts qui seront encaissés par le biais de la régie de recettes du Conservatoire :

- concert éducatif : 35 € par classe.

- concerts à destination du tout public : 5 € tarif plein, gratuit pour les - de 12 ans et les élèves du Conservatoire.

11 – Développement culturel – La Boussole – Studios Musiques Actuelles – Parcours individualisé de technique vocale – Fixation du tarif

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme CREUSIER expose :

A partir de 2016, dans le cadre de l'évolution des studios de Musiques Actuelles et afin que le Conservatoire puisse assumer pleinement sa mission d'accompagnement pédagogique, il est proposé un parcours personnalisé de technique vocale à destination des chanteurs des groupes fréquentant les studios.

Il est prévu 15 H sur l'année 2016 soit 5 H par chanteur.

Cette formation sera encadrée par Nadège HUARD, enseignante au Conservatoire Ivan Bellocq et Bruno LEGRAND, animateur des Studios de Musiques Actuelles.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe le tarif à 50 € par session. Ce tarif s'appliquera à toute personne s'inscrivant à cette formation musicale et sera encaissé à l'inscription au moyen de la régie de recettes du Conservatoire de musique Ivan Bellocq et des studios musiques actuelles « la boussole ».

12 – Développement culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ – 2^{ème} Concours National de piano – Fixation des droits d'inscription

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. COISNON expose :

Le Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ organise pour la 2^{ème} année consécutive un concours national de Piano à Mayenne les 12 et 13 mars 2016.

Comme lors de la 1^{ère} édition, ce concours s'adresse aux élèves justifiant d'un parcours musical dans un conservatoire français et comprend trois catégories :

- Catégorie 1 : 2nd cycle (niveau 3^{ème} ou 4^{ème} année)

- Catégorie 2 : cycle amateur (niveau CEM (Certificat d'Etudes Musicales) ou entrée en DEM (Diplôme d'Etudes Musicales) dans l'année en cours

- Catégorie 3 : cycle professionnel (niveau 1^{ère} année ou sortie DEM).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe les droits d'inscription à ce concours à 30 € en précisant qu'ils seront encaissés par le biais de la régie de recettes du Conservatoire de musique Ivan Bellocq et des studios musiques actuelles « la boussole ».

13 – Développement culturel - Service de lecture publique – Tarifs à compter du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. BOURGUIN expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne a fusionné avec la Communauté de Communes de Le Horps-Lassay au 1^{er} janvier 2016 pour donner naissance à Mayenne Communauté.

Dans le cadre de la fusion, il est proposé une harmonisation des tarifs suivants sur le nouveau territoire pour le service de lecture publique :

1 - Droits d'inscription au service de lecture publique pour les habitants domiciliés hors Mayenne Communauté :
10 € pour les adultes de + de 15 ans
sauf les 15-25 ans scolarisés sur Mayenne Communauté (sur présentation d'une carte de lycéen ou d'étudiant)

2 - Pénalités de retard pour les retours hors délais des prêts

1^{er} relance : gratuit

2^e relance : 3 €

3^e relance : 5 €

4^e relance : 10 € (lettre recommandée)

3 - Remboursement par les usagers d'une carte d'inscription égarée : 2 €

4 - Remboursement par les usagers de documents (livres, CD, DVD, CD Rom, revues, magazines, journaux, partitions, liseuses,) égarés : prix d'acquisition

5 - Remboursement par les usagers d'une pochette ou d'un boîtier de CD, CD-rom ou DVD abîmé ou perdu :

Pochette ou boîtier simple : 2.60 €

Pochette ou boîtier double : 4.50 €

6 - Consultation Internet : gratuite

7 - Impression de documents depuis les postes informatiques :

A la Médiathèque Jean-Loup Trassard

En noir et blanc : 0.05 € la feuille

En couleurs : 0.30 € la feuille

8 - Photocopie de documents

A la médiathèque Tournepage de Lassay-les-châteaux

En noir et blanc : 0.15 € la feuille

En couleurs : 0.50 € la feuille

9 - Les magazines et périodiques obsolètes, faute de place pour stockage, sont vendus par la Médiathèque de Lassay, dans le but de les valoriser, aux tarifs suivants :

Périodiques Adultes	Prix public	Prix unité	Prix par lots de		Périodiques Jeunesse	Prix public	Prix unité	Prix par lots de	
Géo	5,00 €	1,00 €	6	5,00 €	Picoti	4,95 €	1,00 €	6	5,00 €
Histoire	6,00 €	1,00 €	6	5,00 €	Wapiti	5,50 €	1,00 €	6	5,00 €
Cuisine et vins de France	3,30 €	1,00 €	6	4,00 €	Images doc	5,30 €	1,00 €	6	5,00 €
L'Ami des jardins et de la maison	4,30 €	1,00 €	6	5,00 €	Sciences et vie junior	4,50 €	1,00 €	6	4,00 €
ça m'intéresse	3,50 €	0,50 €	6	3,00 €	Youpi, le petit	5,20 €	1,00 €	6	5,00 €

					curieux				
Marie-Claire idées	4,60 €	1,00 €	6	5,00 €	J'aime lire	4,90 €	1,00 €	9	5,00 €
Modes et travaux	2,00 €	0,50 €	6	2,50 €	Petites mains	4,95 €	1,50 €	4	5,00 €
Système D	4,50 €	1,00 €	6	5,00 €	Petites mains	4,95 €	1,50 €	9	10,00 €
					Astrapi	5,20 €	0,50 €	10	5,00 €
					Tralalire	4,90 €	1,00 €	5	5,00 €
					Julie	5,95 €	0,50 €	7	3,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs du service de lecture publique présentés à compter du 1^{er} janvier 2016.

14 – Développement culturel – Règlement intérieur du réseau de bibliothèques de Mayenne Communauté
Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. COISNON expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le règlement en annexe.

15 – Développement culturel - Cybercentre Annie Dissaux – Adoption des tarifs et des conditions d'utilisation à effet du 1^{er} janvier 2016
Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. PAILLASSE expose :

La fusion au 1^{er} janvier 2016 entre la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et la Communauté de Communes du Horps Lassay entraîne la création d'un nouvel E.P.C.I. (Établissement Public de Coopération Intercommunale), Mayenne Communauté.

Il convient de fixer à effet du 1^{er} janvier 2016 les tarifs et les conditions d'utilisation, applicables au service du Cybercentre Annie Dissaux.

Les tarifs horaires 2016 vous sont proposés comme suit :

	MAYENNE COMMUNAUTÉ	Hors MAYENNE COMMUNAUTÉ
Atelier cursus de 5 séances	20 € les 5 séances, pour tout public	40 € les 5 séances, pour tout public
	10 € les 5 séances, demandeur d'emploi	
Atelier à la séance	7 € la séance, pour tout public	9 € la séance, pour tout public
	4 € la séance, demandeur d'emploi	
Impression en N&B	0.05 € la page	
Impression en couleur	0.30 € la page	
Adhésion pour chaque service des collectivités territoriales, autres personnes morales, associations : 50 € par an		

Les conditions d'utilisation vous sont proposées comme suit :

PC en consultation libre : gratuité limitée à 1h30 ,
Postes extérieurs : gratuité limitée à 30 minutes.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs du service du Cybercentre Annie Dissaux tel qu'ils sont exposés ci-dessus ainsi que les conditions d'utilisation, à effet du 1^{er} janvier 2016.

16 – Développement culturel - Musée du château de Mayenne – Conditions tarifaires à compter du 1^{er} janvier 2016
Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. BOURGUIN expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne a fusionné avec la Communauté de Communes de Le Horps- lassy au 1^{er} janvier 2016 pour donner naissance à Mayenne Communauté.

Le musée du château de Mayenne dispose de différents tarifs d'entrée et de produits en vente dans la boutique du musée. Veuillez trouver ci-dessous les tarifs proposés.

Entrées

Prix unitaire :

Tarif plein : 4 €

Tarif réduit : 3 € (pour les groupes de plus de 10 personnes, les 18-25 ans, handicapé, Mayen'pass)

Abonnement :

*Abonnement adulte : 15 € (comprend : l'accès libre au musée pendant 1 an à compter de la date de souscription de l'abonnement, l'invitation au vernissage, l'envoi du programme et de la lettre d'information à domicile, tarifs réduits à toutes les animations et réduction de 5 % sur les produits de la boutique).

Abonnement enfant : 12 € (comprend l'accès, pendant 1 an, à tous les ateliers 6-15 ans à compter de la date de souscription de l'abonnement et le tarif réduit aux ateliers famille)

Tarif jumelé :

Musée du château-chapelle des Calvairiennes :

- Tarif plein : 4,50 €
- Tarif réduit : 3,50 €

Rétrocession sur ces entrées :

- Tarif plein : 3.50 € (Mayenne Communauté)-1 € (Kiosque)
- Tarif réduit : 2.75 € (Mayenne Communauté)- 0.75 € (Kiosque)

Musée du château-Mémorial des déportés

- Tarif plein : 7 €

Rétrocession sur ces entrées :

- 3.50 € Mayenne Communauté -3.50€ Mémorial des déportés

Gratuité : demandeur d'emploi, moins de 18 ans, carte presse ; ICOM (The International Council Of Museums), Association Générale des conservateurs des collections publiques, guide conférencier.

Animations

* Forfait animation pour les scolaires, centres de loisirs, centres sociaux et groupes publics handicapés (jusqu'à 30 personnes maximum par groupe) :

- ½ journée : 35 € pour les groupes relevant du territoire de Mayenne communauté, 40€ pour les autres
- la journée : 70 € pour les groupes relevant du territoire de Mayenne communauté, 80€ pour les autres

* Ateliers jeune public (5-15 ans) : 6 €

* Ateliers famille (tout âge) : 4 € tarif plein et 3€ pour les abonnés au musée

* Sortie archéologique :

- Tarif plein : 5 €
- Tarif réduit pour les abonnés et moins de 18 ans : 3 €

* Déjeuners médiévaux :

Tarif plein : 12 €

Tarif réduit pour les abonnés et moins de 18 ans : 10 €

Produits boutique

Les prix des articles vendus en boutique sont définis suivant leur famille de produit et leur prix d'achat.

Le coefficient est le multiplicateur qui est appliqué au prix d'achat hors taxe pour obtenir le prix de vente public TTC (exemple, un article acheté 1.00 HT sur lequel serait appliqué un coefficient de 2.15 serait vendu 2.15 €). Tous les articles pourront être arrondis de plus ou moins 0.50 €

Famille de produits	Coefficient
Librairie Type d'articles : Livres, essais, documentaires, biographies, cartographies, guides régionaux	Prix fixé par l'éditeur. Respect de La « Loi Lang » Prix compris entre : 1 € à 100 €
Produits et articles éducatifs Type d'articles : Jeux, jouets, peluches, figurines, kits, puzzles, maquettes, coffrets	Entre 2.00 et 2.50 pour tous les produits concernés hors loupes et binoculaires : coef entre 2.00 et 2.10 Prix compris entre 0.50 € à 200 €
Produits liés à l'identité régionale et/ou consommables Types d'articles : Produits autour des spécialités et confiseries régionales	Entre 2.20 et 3.00 Prix compris entre : 1 € à 50 €
Articles de papeterie (griffés ou non) Type d'articles : Stylos & crayons, règles, gommes, feutres, taille-crayons, agendas, calendriers, carnets & bloc notes, marques pages, autocollants	Entre 2.30 et 3.00 Prix compris entre : 0.05 € à 50 €
Produits imagerie Type d'articles : Cartes postales & affiches	Entre 2.20 et 5.00 Prix compris entre : 0.05 € à 10 €
Produits textiles : Type d'articles : T-shirts (design exclusif Musée) ou autres produits textiles	Entre 2.20 et 5.00 Prix compris entre : 1 € à 100 €
Produits audio vidéo : Type d'articles : DVDs, CDs, CDRoms	Entre 1.80 et 2.00 Prix compris entre : 1 € à 100 €
Produits dérivés : Type d'articles : Moulages d'objets des collections, d'objets thématiquement reliés, reproductions des pièces de collection	Entre 2.00 et 2.50 Prix compris entre 1 € à 1 500 €
Produits « achats spontanés et souvenirs » Type d'articles : Objets verre, porcelaine et bois, Porte-clés, mugs, magnets, montres, gadgets, médailles (designs exclusifs musée)	Entre 2.10 et 4.00 Prix compris entre 0.05 € à 100 €
Bijoux / créations / objets d'art Type d'articles : Bracelets, colliers, bagues, boucles d'oreilles, objets d'art, créations & autres articles	Entre 2.20 et 5.00 Prix compris entre 0.05 € et 250 €
Outils extraordinaires / décoration intérieure Type d'articles : sacs, objets décoration intérieure, accessoires	Entre 2.00 et 3.00 Prix compris entre 0.05 € à 500

Des promotions pourront être pratiquées pour certains articles dans les conditions suivantes:

- les livres pourront être vendus à – 20 % si abîmés

- - pour les articles de plus de 2 ans, il est possible d'effectuer une remise de 5 à 30% sur le prix initial.

Location exposition panneaux

Dans le cadre de ses activités culturelles, le musée du château de Mayenne a conçu une exposition panneaux intitulée Echecs et tricarac. Cette exposition peut être louée par des prestataires extérieurs au tarif de 250 € le 1^{er} mois et 150 € les mois suivants.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte ces conditions tarifaires à compter du 1^{er} janvier 2016.

17 - Développement culturel – Portes du temps 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme CREUSIER expose :

Les Portes du temps constituent une opération à caractère transversal qui propose à des enfants et des adolescents, en groupes et en famille, une offre culturelle exigeante et adaptée dans une perspective de diffusion et

de démocratisation de la culture à travers une démarche pédagogique et ludique.

Cette opération, dont l'ambition est d'être exemplaire de la politique des publics de la Direction générale des patrimoines, s'inscrit dans le Grand projet d'éducation artistique et culturelle dans son volet hors temps scolaire.

Les Portes du Temps sont pour notre territoire bien plus qu'un évènement, elles sont un catalyseur de volontés. Faisant écho à d'autres projets ayant pour objet de mettre en lien des publics éloignés de l'offre culturelle, les Portes du Temps font désormais partie intégrante d'une politique culturelle et patrimoniale de qualité, accessible, démocratique, pédagogique, et ouverte sur l'extérieur. En 2015, 273 personnes y ont participé au musée du château de Mayenne.

Le projet 2016, construit en partenariat avec diverses structures d'accueil de jeunes de la Haute Mayenne, consiste en 14 journées d'atelier proposées aux groupes de jeunes et aux familles du 11 au 29 juillet.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président de la Communauté à solliciter les diverses demandes de subvention liées à ce projet ainsi qu'à signer les devis et contrats ayant trait à cette opération.

18 – Jeunesse - Ludothèque – Les Dés en Bulles – Adoption des tarifs à effet du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. COISNON expose :

La fusion au 1^{er} janvier 2016 entre la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et la Communauté de Communes du Corps Lassay entraîne la création d'un nouvel E.P.C.I. (Établissement Public de Coopération Intercommunale), Mayenne Communauté.

Il convient de fixer à effet du 1^{er} janvier 2016 les tarifs de la ludothèque comme suit :

- dans le cadre de la ludothèque DES EN BULLES :
 - la **carte d'adhésion** aux particuliers pour le prêt de jeux :
 - 16€ pour les habitants de Mayenne Communauté,
 - 20€ pour les habitants hors Mayenne Communauté,
 - le **prêt ponctuel de jeux surdimensionnés** en direction des structures (écoles, ALSH, association, Comité d'Entreprise,...) :
 - 10€ pour le prêt de 1 à 6 jeux pour 3 jours,
 - la **perte ou la détérioration** des jeux empruntés :
 - 1€ pour les palets des jeux surdimensionnés,
 - 3€/pièce pour les jeux de société,
 - 1€/pièce pour les jeux de construction,
 - prix coûtant pour les jeux perdus, détériorés ou non rendus,
- dans le cadre du **service commun de prêt aux collectivités de la médiathèque et de la ludothèque** destiné aux écoles, ALSH, associations, services médicaux sociaux, structures petite enfance, maisons de retraite ... :
 - 30€/an pour l'emprunt régulier d'un type de support (jeux OU livres),
 - 50€/an pour l'emprunt régulier des deux types de support (jeux ET livres) (25€ pour les jeux et 25€ pour les livres),
- dans le cadre des **malles pédagogiques** proposées lors des Temps d'Activités Périscolaires (T.A.P.) :
 - adhésion 100€ par an et par commune + 10€ pour chaque location de malle (ALSH et TAP),
 - les pièces manquantes seront facturées au prix réel de la pièce manquante pour les malles jeux de construction,
 - 180€ par parcours TAP proposé par les services de Mayenne Communauté.

Il est précisé que les tarifs proposés seront encaissés via la régie de recettes créée à cet effet alors que les tarifs du service commun de prêt aux collectivités et des malles pédagogiques (TAP) seront facturés aux structures via

l'émission d'un titre de recettes.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs du service de la ludothèque DES EN BULLES tel qu'ils sont exposés ci-dessus à effet du 1^{er} janvier 2016.

19 - Développement économique – SERE – Adoption des tarifs au 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. TRANCHEVENT expose :

La fusion au 1^{er} janvier 2016 entre la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et la Communauté de Communes du Horps Lassay entraîne la création d'un nouvel E.P.C.I. (Établissement Public de Coopération Intercommunale), Mayenne Communauté.

Il convient de fixer à effet du 1^{er} janvier 2016 les tarifs applicables à la SERE (Service Emploi Réseaux Entreprises) comme suit :

*** Location des bureaux de pépinière à temps plein :**

Année	Tarif/m ² /mois
Année 1	6,67 € HT
Année 2	7,50 € HT
Année 3	8,33 € HT

*** Location des bureaux de pépinière utilisés de 1 à 4 jours par semaine :**

Année	Tarif/m ² /mois
Année 1	
1 jour/semaine	1,34€ HT
2 jours/semaine	2,68€ HT
3 jours/semaine	4,02€ HT
4 jours/semaine	5,36€ HT
Année 2	
1 jour/semaine	1,50€ HT
2 jours/semaine	3,00€ HT
3 jours/semaine	4,50€ HT
4 jours/semaine	6,00€ HT
Année 3	
1 jour/semaine	1,67€ HT
2 jours/semaine	3,34€ HT
3 jours/semaine	5,01€ HT
4 jours/semaine	6,68€ HT

*** Caution pour la location d'un bureau de pépinière : 120 € net**

*** Téléphonie et internet bureau pépinière :**

forfait de 20 € HT mensuel

auquel s'ajoute les frais de communication au réel en fonction du tarif de l'opérateur

*** Location des salles :**

- Petite salle (capacité de 12 personnes assises maximum) : 15 € HT la 1/2 journée et 30 € HT la journée
- Grande salle (capacité de 30 personnes assises maximum) : 25 € HT la 1/2 journée et 50 € HT la journée

*** Bureaux ponctuels :**

bureau loué pour un usage ponctuel (ex entretien commercial, entretien d'embauche, présence sur le territoire de quelques jours par mois ...)

10 € HT la demie journée

20 € HT la journée

*** Prestations bureautiques :**

travaux de bureautique : 25 € HT de l'heure

Diaporama sur devis selon la complexité

*** Espace de travail collaboratif :**

- formule "colibri" (usage à la journée) : 6,67 € HT par jour

- formule "coucou" (usage ponctuel) : 41,67 € HT les 10 séances

- formule "rouge gorge" (usage résident) : 83,33 € HT le mois

*** Photocopie :**

- noir et blanc format A4 : 0,042 € HT l'unité

- noir et blanc format A3 : 0,083 € HT l'unité

- couleur format A4 : 0,125 € HT l'unité

- couleur format A3 : 0,167 € HT l'unité

*** Domiciliation :**

- Niveau 1 : tarif de base avec réception, tri, mise à disposition ou réexpédition de courrier type lettre : 45€ HT par mois

envoi des colis : refacturés au prix réel

- Niveau 2 : niveau 1 + scan du courrier avec envoi en mail : 60 € HT/mois

- Niveau 3 : niveau 2 + gestion des appels et faxes : 75 € HT/mois

*** Bureau partagé entreprise :**

- occupation 1 jour par semaine : 60 € HT par mois

- occupation 2 jour par semaine : 80 € HT par mois

- occupation 3 jours par semaine : 102 € HT par mois

- occupation 4 jours par semaine : 120 € HT par mois

caution : 120 € net

Tous les tarifs mentionnés hors taxes se voient appliquer la TVA selon le taux en vigueur.

Il est précisé que l'occupation ponctuelle par nos partenaires des salles et bureaux peut ne pas donner lieu à facturation. Les demandes de gratuité sont examinées au cas par cas.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs du service de la SERE tel qu'ils sont exposés ci-dessus à effet du 1^{er} janvier 2016.

20 - Budget annexe prestations de services – Adoption des tarifs 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. VALPREMIT expose :

La fusion entre la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et la Communauté de Communes du Horps Lassay entraîne la création d'un nouvel E.P.C.I. (Etablissement Public de Coopération Intercommunale), Mayenne Communauté. Il convient de fixer les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 pour le service " Prestations de services".

Les tarifs horaires 2016 désignés ci-après vous sont proposés :

DESIGNATION	MONTANT PROPOSE à compter de 2016 en €
Personnel	
• Pour les communes et les autres services de Mayenne Communauté	23,90
Matériel	
• Camion	13,20
• Tracteur seul	11,95
• Tracteur – Broyeur – Epareuse	21,00
• Tondeuse tractée	6,00
• Tondeuse mixte – mulching/ramassage	9,00
• Débroussailleuse	3,55
• Fourgon	9,40
• Chassis-cabine et goudronneuse	21,25
• Camion avec porte gravillonneuse	17,15
• Tractopelle	21,40
• Balayeuse autotractée	6,45
Matériaux et prestataires (prestations de voirie)	
Facturés au coût supporté par le budget prestations de services	

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs du service Prestations tel qu'ils sont exposés ci-dessus à compter du 1^{er} janvier 2016.

21 - Maison de services au public – Adoption des tarifs à effet du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. SOUTIF expose :

La fusion au 1^{er} janvier 2016 entre la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et la Communauté de Communes du Horps Lassay entraîne la création d'un nouvel E.P.C.I. (Établissement Public de Coopération Intercommunale), Mayenne Communauté.

Il convient de fixer à effet du 1^{er} janvier 2016 les tarifs des photocopies ou impressions de la Maison de Services au Public comme suit :

Noir & Blanc : 0,15 € (prix à l'unité par page)

Couleur : 0,50 € (prix à l'unité par page)

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs de la Maison de Services au Public à effet du 1^{er} janvier 2016 comme indiqué ci dessus.

22 - Développement touristique - Tarification camping du Gué St Léonard (emplacements et locatifs) à effet du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. BORDELET expose :

Afin de préparer la saison touristique 2016, il est nécessaire de fixer dès maintenant les tarifs du camping tant pour les emplacements nus que pour les locatifs : mobil home et tit'home.

Au vu du bilan mitigé de la fréquentation 2015 (moins 30 % de fréquentation en raison de plusieurs facteurs : absence de communication dans les réseaux spécialisés, absence du point restauration...) suite à l'avis de la commission, il vous est proposé une grille tarifaire identique à celle de 2015.

Aux tarifs habituels, il a été ajouté un tarif « lessive » (vente de dosette demandée par les clients en complément des « jetons lave-linge ») ainsi qu'un tarif « forfait groupe ».

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs du camping du Gué St Léonard à effet du 1^{er} janvier 2016 comme annexés.

M. RAILLARD expose :

La Ville de Mayenne, le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Mayenne et la Communauté du Pays de Mayenne disposaient d'un comité d'hygiène et sécurité (CHS) et d'un comité technique partiaire commun (CTP). La Communauté de commune du Horps Lassay dépendait du CTP et CHSCT du centre de gestion.

Le dispositif de mutualisation des services est de plus en plus intégré dans notre gestion des ressources humaines au quotidien (paie, contrat, mise à disposition...) et la politique Ressources Humaines est harmonisée entre les trois collectivités (exemple : le Document unique, le temps de travail...). Les agents des services sont également amenés à mutualiser leurs compétences au sein des trois entités.

Les évolutions réglementaires en terme de mutualisation de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et ses communes membres, prévu par le nouvel article L.5211 du Code Général des Collectivités territoriales, renforcent le dispositif de mutualisation déjà existant.

Avec la fusion entre les deux communautés de communes du Pays de Mayenne et du Horps Lassay, il est nécessaire de délibérer de la création d'un comité d'hygiène et de sécurité et d'un comité technique partiaire commun aux trois structures rattaché au nouvel établissement public de coopération intercommunal « Mayenne Communauté ».

L'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, permet la création de comités techniques communs, par délibérations concordantes des organes délibérants et sous réserve que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents :

- Une collectivité ou un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité,
- Une communauté de commune, une communauté d'agglomération, d'une métropole ou d'une communauté urbaine et de l'ensemble ou d'une partie des communes adhérentes à cette communauté,
- Un établissement public de coopération intercommunale et le centre intercommunal d'action sociale qui lui est rattaché,
- Un établissement public de coopération intercommunale, les communes adhérentes et les centres intercommunaux d'action sociale rattachés à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI),

Considérant l'intérêt de disposer d'un Comité Technique unique et d'un CHSCT uniques compétents pour les agents du C.C.A.S. de la Ville de Mayenne, les agents de la Ville de Mayenne et les agents de Mayenne Communauté ;

Considérant que l'effectif des personnes retenu pour déterminer le franchissement du seuil de 50 agents apprécié au 1er janvier 2016 (agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public ou de droit privé remplissant les conditions d'ancienneté requises) au 1er janvier 2016 :

- C.C.A.S. de la Ville de Mayenne = 41 agents,
- Ville de Mayenne = 260 agents,
- Mayenne Communauté = 115 agents,

Permet la création d'un Comité Technique commun.

Il vous est proposé de créer un comité technique commun à ces trois administrations auquel sera rattaché le comité hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Le comité technique sera rattaché à Mayenne Communauté dès les élections professionnelles du 10 mars 2016.

Il vous est également proposé de maintenir la parité entre le collège des représentants du personnel et le collège des représentants des administrations auprès duquel est placé le comité technique et que l'avis de ce collège soit recueilli lors des votes.

L'article 2 du décret 2011-2010 du 27 décembre 2011 (modifiant le décret 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques) prévoit que le nombre de représentants titulaires du personnel peut être fixé entre 4 à 6 représentants titulaires lorsque l'effectif est au moins égal à 350 et inférieur à 1000.

Le total des effectifs des trois administrations étant supérieur à 350 et inférieur à 1000, il vous est proposé de fixer le nombre de représentants du personnel à 6 titulaires et à 6 suppléants. Le collège employeur sera aussi composé de 6 représentants titulaires et de 6 représentants suppléants.

Enfin, Il est proposé de répartir les sièges des représentants du CCAS, de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, dans la limite de 6 titulaires et 6 suppléants, de la manière suivante :

1 représentant de l'administration pour le CCAS, (1 titulaire et 1 suppléant)

3 représentants de l'administration pour la Ville de Mayenne, (3 titulaires et 3 suppléants)
2 représentants de l'administration pour Mayenne Communauté (2 titulaires et 2 suppléants).
Le Président du Comité Technique commun sera nommé par le Président de Mayenne Communauté.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **créé un comité technique commun à ces trois administrations auquel sera rattaché le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Le comité technique sera rattaché à Mayenne Communauté**
- **valide le maintien de la parité et du principe d'un CT commun (et le CHST)**
- **valide la répartition des sièges entre représentants des administrations concernées de la manière suivante:**
 - **2 représentants de l'administration pour Mayenne Communauté, (2 titulaires et 2 suppléants)**
 - **1 représentant de l'administration pour le CCAS, (1 titulaire et 1 suppléant)**
 - **3 représentants de l'administration pour la Ville de Mayenne, (3 titulaires et 3 suppléants)**
- **nomme M. Raillard et Mme Morin comme représentants titulaires de Mayenne Communauté et M. Soutif et M. Tranchevent comme suppléants.**
- **nomme M. Lesaint comme Président du Comité Technique.**

Pour rappel, les trois représentants titulaires pour la Ville sont M. LESAIN, Mlle LODE et M. ORDRONNEAU et les trois représentants suppléants sont Mme COUTURIER, Mme CREUSIER et M. PAILLASSE. Le représentant titulaire pour le CCAS est M. RONCIN et le représentant suppléant est Mme LANCIEN.

24 - Ressources humaines – Recrutements d'agents contractuels pour besoins occasionnels ou besoins saisonniers pour la durée du mandat

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

L'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, stipule que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires. Les collectivités sont cependant autorisées à recruter des agents non titulaires de droit public, par dérogation et dans des cas limités prévus par la loi 84-53 et redéfini par la loi 2012-347 du 12 mars 2012 :

- recrutement d'agents non titulaires suite à accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,1° de la loi 2012-347 du 12 mars 2012 précitée,
- recrutement d'agents non titulaires suite à accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,2° de la loi 2012-347 du 12 mars 2012 précitée,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le recrutement d'agents non titulaires de droit public en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité conformément à la loi 2012-347 du 12 mars 2012.

25 - Ressources humaines – Organigramme mutualisé Mayenne Communauté, Ville de Mayenne et CCAS

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. ANGOT expose :

Dans le cadre de la préparation de la fusion des deux communautés de communes, l'organisation des services proposée s'appuie dans un premier temps sur le principe d'un organigramme mutualisé de la CCPM, de la Ville de Mayenne et du CCAS de Mayenne s'articulant autour de directions de service, tel qu'il avait été validé en 2008 puis modifié en mai 2014 pour intégrer les orientations stratégiques des collectivités de Mayenne.

Dans un second temps, l'organisation des services de Mayenne Communauté répond aux principes fondamentaux suivants :

- une présence des services sur l'ensemble de territoire dans l'intérêt des habitants avec notamment une maison de service public à Lassay,
- une résidence administrative des agents majoritairement à Mayenne plus favorable à la constitution des équipes,
- une gestion des effectifs avec le respect du budget,
- une gestion des ressources humaines en tenant compte chaque fois que possible des atouts et des compétences

des agents titulaires,

- une politique salariale harmonisée et notamment un organigramme des grades et un dispositif indemnitaire mis en cohérence depuis deux ans
- et un règlement du temps de travail reposant sur le système en place jusqu'alors à la CCPM.

M. BRODIN demande s'il sera possible d'avoir la répartition du temps de travail par agent entre la Ville de Mayenne et Communauté de Communes.

M. le Président précise que ce sera donné lors d'un prochain bureau.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide l'organigramme de Mayenne Communauté présenté en CTP commun de la Communauté de commune du Pays de Mayenne le 12 octobre 2015 ainsi qu'au CTP du centre de gestion de la Mayenne le 10 décembre 2015.

26 - Ressources humaines – création des emplois de Mayenne Communauté - Tableau des effectifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, conformément à l'organigramme validé.

Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services dès le 1^{er} janvier 2016, date d'entrée en vigueur de la fusion des deux établissements précédents :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le tableau des effectifs et crée les postes correspondants.

27 - Ressources Humaines – adhésion au Comité National des Actions Sociales

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

Vu les articles suivants :

Article 70 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale selon lequel : « l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre ».

Article 71 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale qui vient compléter la liste des dépenses obligatoires fixée par le code général des collectivités territoriales en prévoyant que les dépenses afférentes aux prestations sociales ont un caractère obligatoire pour les communes, les conseils généraux et les conseils régionaux.

Article 25 de la loi N° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale : les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Considérant la fusion des deux établissements publics, la Communauté du Pays de Mayenne et La Communauté de Commune du Corps Lassay au 1^{er} janvier 2016,

Considérant leur adhésion antérieure à cette fusion au Comité National d'Action Sociale (CNAS), et dans un souci de continuité de prestations dans le cadre d'un budget proposé,

Monsieur le Président invite le conseil communautaire à se prononcer sur la mise en place de prestations sociales pour le personnel de Mayenne Communauté via le CNAS pour le personnel des collectivités territoriales (CNAS), association loi 1901 à but non lucratif, créée le 28 juillet 1967, dont le siège est situé Immeuble Galaxie, 10 bis parc

En retenant que le CNAS est un organisme national qui a pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles.

À cet effet, il propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations : aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques réduction... (voir liste exhaustive fixée dans le règlement « les prestations modalités pratiques ») qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- met en place une Action Sociale en faveur du personnel en adhérant au CNAS à compter du : 01/01/2016 et autoriser en conséquent M. Le Président à signer la convention d'adhésion au CNAS,
- cette adhésion étant renouvelée annuellement par tacite reconduction, l'organe délibérant accepte de verser au CNAS une cotisation évolutive et correspondant au mode de calcul suivant :
(nombre de bénéficiaires actifs et/ou retraités indiqués sur les listes) x (la cotisation par bénéficiaires actifs et/ou retraités)
- et désigne M. Lesaint, membre de l'organe délibérant, en qualité de délégué élu notamment pour participer à l'assemblée départementale annuelle du CNAS.

28 - Ressources humaines - Compte épargne temps - paiement des heures en cas de décès

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

Vu l'article 7-1 de la loi du 26 janvier 1984 et le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif aux modalités de mise en œuvre du compte épargne temps,

Afin de maintenir la compensation financière des jours épargnés, uniquement en cas de décès de l'agent, il vous est proposé de valider la monétisation automatique des jours épargnés de l'agent décédé au profit des ayants droits sur la base des montants forfaitaires suivants :

catégorie A : 125 euros bruts par jour

catégorie B : 80 euros bruts par jour

catégorie C : 65 euros bruts par jour

La date d'effet est fixée au 1^{er} janvier 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces montants forfaitaires.

29 - Ressources humaines - Accord salarial pluriannuel 2010-2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

En 2009, la communauté de communes du Pays de Mayenne, la Ville de Mayenne et le CCAS de Mayenne ont signé un accord salarial avec les représentants syndicaux représentatifs de 2010 à 2014. Compte tenu du contexte de mutualisation et de fusion, cet accord a été prorogé jusqu'au 01/01/2017 et des compléments ont été réalisés lors des différents comités techniques paritaires.

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Et après avis des comités techniques de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et du centre de gestion de la Mayenne, il vous est demandé de bien vouloir autoriser l'application des dispositions de l'accord telles que validées en 2010 pour l'année 2016 :

1/ Déroulement de carrière

Les agents bénéficient, sauf avis contraire de l'autorité territoriale et de l'évaluation de l'agent d'avancement d'échelon à la durée minimum.

La Collectivité propose le vote des ratios concernant les avancement de grade tous les ans au CTP et au conseil communautaire en tenant compte des critères suivants :

- du Budget alloué voté lors du budget
- de l'avis favorable du responsable de service suite aux évaluations
- de l'organigramme des grades sauf pour le cadre d'emplois des adjoints pouvant prétendre à un avancement en adjoint principal de 1^{ère} classe deux ans avant leur départ à la retraite – « effet coup de chapeau »
- de la priorité aux agents lauréats d'un examen professionnel
- de la priorité aux agents pouvant bénéficier d'un départ à la retraite et ce, 2 ans avant l'échéance.
- de la durée entre deux avancements de grade ou promotion doit être de 4 ans minimum
- de la date d'entrée dans le tableau d'avancement de grade
- de l'ancienneté dans la collectivité y compris en agents non titulaires
- Les nominations se font le premier mois suivant la CAP pour les agents qui peuvent y prétendre. Pour les autres, il faut attendre que les conditions statutaires soient remplies.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces critères pour Mayenne Communauté pour l'année 2016.

2/ Titres restaurants

Vu La loi du 19 février 2007 a donné la possibilité aux collectivités de souscrire un ou plusieurs contrats d'action sociale pour leurs agents, et d'en définir librement les modalités

Compte tenu du fait qu'au sein de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne, les agents titulaires, stagiaires, non titulaires de droits public recrutés au titre de des articles 3-2, 3-3 alinéa 1, 2 , et 5 de la loi d 26 janvier 1984 bénéficient de chèques déjeuner.

L'attribution est de 10 titres par mois sur 11 mois pour une valeur faciale de 5 euros pris en charge à 60 % par la collectivité et 40 % par l'agent. Le nombre de titres attribués est proportionnel au temps de travail.

Les prélèvements sont directement effectués sur les bulletins de salaire des agents chaque mois avec leur autorisation.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, maintient cette attribution aux agents de Mayenne Communauté pour l'année 2016. Compte tenu du principe de continuité des contrats, celui conclu avec le groupe « chèque déjeuner » perdure jusqu'en 2018.

3/ Participation au contrat maintien de salaire labellisé

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu la liste des contrats et règlements labellisés par l'Autorité de contrôle prudentiel,

Considérant que selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Dans le domaine de la prévoyance, après avoir recueilli l'avis du comité technique, la collectivité souhaite proroger la participation au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire.

Le montant mensuel de la participation est fixé à 5€ par agent.

Les montants de cette participation sont exprimés en € bruts.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, maintient cette participation au profit des agents de Mayenne Communauté pour l'année 2016.

4/ Indexation du régime indemnitaire et de la prime de fin d'année à la valeur du point d'indice.

La prime de fin d'année est revalorisée, au 1^{er} janvier de l'année suivant l'augmentation du point d'indice de la fonction publique.

Le régime indemnitaire est indexé sur la valeur du point d'indice et, est par conséquent réévalué après chaque augmentation d'indice (sauf lorsque le décret instituant une prime ne prévoit pas cette possibilité)

Cette revalorisation s'applique à toutes les primes à chaque fois que les maximum autorisés ne sont pas dépassés.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, maintient cette indexation pour Mayenne Communauté en 2016.

30 - Ressources humaines - Mise en place du régime indemnitaire des agents de Mayenne Communauté <i>Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016</i>
--

M. RAILLARD expose :

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (article 88) et son décret d'application (décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié).

Les fonctionnaires et agents territoriaux peuvent, sur décision de l'organe délibérant, percevoir des primes et indemnités en complément de leur traitement indiciaire.

Ce régime indemnitaire ne peut toutefois pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes. Il est obligatoirement fondé soit sur des textes applicables à la fonction publique d'Etat soit sur des textes propres à la fonction publique territoriale.

Vu l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires, aux articles 87, 88, 111 et 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu l'article 88 alinéa 2 du 26 janvier 1984, les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire, dans le cadre de la mise en place de la fusion, se voient conserver le bénéfice, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions réglementaires antérieures.

Considérant que les dispositions applicables aux titulaires, stagiaires à temps complet ou non complet, à temps partiel faisant l'objet de la présente délibération pourront être étendues aux collaborateurs de cabinet et aux agents non titulaires de droit public relevant des motifs de remplacement de l'article 3-2, 3-3 alinéa 1,2, 3-4 et 3-5 de la loi du 26 janvier 1984 de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

Considérant l'indexation du régime indemnitaire sur la valeur du point d'indice dès lors que la nature de l'indemnité le permet,

Considérant l'indexation de la Prime de fin d'année sur la valeur du point d'indice pour les agents conservant cette indemnité au titre des avantages acquis (article L5211-4 du code général des collectivités),

Considérant le calcul du montant individuel au prorata du temps de travail de l'agent concerné,

Considérant le maintien, à hauteur du traitement, du régime indemnitaire de l'agent en cas d'absence pour raison de santé sauf pour les indemnités d'astreinte, de travaux insalubres et de responsable d'équipe,

Monsieur le Président propose d'attribuer au personnel de Mayenne Communauté les primes et indemnités suivantes et de déterminer, le cas échéant, les enveloppes au coefficient maximale de chacune des indemnités dans le respect de la proposition du budget primitif soit 511 944 € (titulaires et non titulaires):

1/La prime de fonctions et de résultats (PFR)

Références : Décret 2008-1533 du 22.12.2008; Arrêtés du 22.12.2008 et du 09.10.2009

Bien que la PFR soit abrogée depuis juin 2015 au profit de l'indemnité de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel, dite IFSEEP, il n'est pas possible aujourd'hui de mettre en place cette dernière. En effet, si cette indemnité est parfaitement transposable à la FPT en application du principe de parité rappelé par l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 et son décret d'application n° 91-875 du 6 septembre 1991 pour les grades rendus équivalents dans la FPT, il est nécessaire d'attendre la publication de décrets complémentaires fixant les

modalités de son application. Le courrier de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction publique du 17 avril 2015 nous informent que le calendrier est assoupli. Le principe d'une généralisation du dispositif au 1^{er} janvier 2017 est réaffirmé.

Ainsi, par principe de continuité, **il vous est proposé de proroger le versement de la PFR aux agents de Mayenne Communauté pouvant y prétendre selon les conditions suivantes,**

La PFR est composé de deux parts cumulables entre elles :

- une part liée aux fonctions exercées par l'agent : responsabilités niveau d'expertise, sujétions spéciales liées au fonction,
- une part liée aux résultats de la procédure d'évaluation individuelle et la manière de servir au regard des objectifs fixés.

- Les bénéficiaires :

Elle est prorogée pour les grades d'attaché et d'attaché principal.

Grade	PFR – part liée au fonctions				PFR part liée au résultat			
	Montant annuel de référence	Coefficient mini	Coefficient maxi	Montant individuelle maxi	Montant annuel de référence	Coefficient mini	Coefficient maxi	Montant individuel maxi
attachés	1750	1	6	10500	1600	0	6	20100
Attachés principaux	2500	1	6	15000	1800	0	6	25800

- Les critères

Pour la part liée aux fonctions seront pris en compte:

- des responsabilités,
- du niveau d'expertise,
- et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées,

Rappel : les agents logés par nécessité absolue de service ont un coefficient limité à 3.

Pour la part liée aux résultats :

Dans le cadre de l'évaluation annuelle, cette part prend en compte les éléments suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs fixés,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

- Les modalités de versement :

_ La part liée aux fonctions : sera versée mensuellement

_ La part liée aux résultats : sera versée mensuellement

Toutefois, tout ou partie de la part liée aux résultats pourra être attribuée au titre d'une année sous la forme d'un versement exceptionnel, pouvant intervenir une à deux fois par an et non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

- La date d'effet : le 1^{er} janvier 2016. Elle ne sera plus versée dès la mise en place de l'IFSEEP.

Il vous est donc proposé de continuer le versement de la PFR et d'appliquer dès que possible l'IFSEEP en respectant l'enveloppe budgétaire déterminé au vote du budget de chaque année.

2/ L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires

Référence : Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires

- Les bénéficiaires

	IFTS (coefficient de 0 à 8) montant moyen annuel
--	---

Rédacteur principal de 1ère classe	857,82
Rédacteur principal de 2ème classe supérieur ou égal à l'échelon 5	857,82
Rédacteur supérieur ou égale au 6ème échelon	857,82
Éducateur APS principal de 1ère classe	857,82
Éducateur APS principal de 2ème classe supérieur ou égal au 5ème échelon	857,82
Éducateur APS supérieur ou égal au 6ème échelon	857,82
Animateur principal de 1ère classe	857,82
Animateur principal de 2ème classe supérieur ou égal au 5ème échelon	857,82
Animateur supérieur ou égal au 6ème échelon	857,82
Attaché de conservation du patrimoine	1078,72
Bibliothécaire	1078,72
Assistant de conservation principal de 1ère classe	857,82
Assistant de conservation principal de 2ème classe supérieur ou égal au 5ème échelon	857,82
Assistant de conservation supérieur ou égal au 6ème échelon	857,82

- Les critères d'attribution

L'I.F.T.S. ne peut être cumulée avec l'I.A.T. Elle ne peut pas être attribuée aux agents logés par nécessité absolue de service

Le montant de l'IFTS varie suivant le supplément de travail fourni et l'importance des sujétions auxquelles le bénéficiaire est appelé à faire face dans l'exercice de ses fonctions.

Les attributions individuelles ne peuvent excéder huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie à laquelle appartient l'agent.

- Les modalités de versements

L'IFTS est versée mensuellement

- La date d'effet est le 1^{er} janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser l'IFTS aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.

3/L'indemnité d'exercice des missions

Références :décret n°2003-1013 du 23 octobre 2003 et décret n°97-1223 du 26 décembre 1997

- Les bénéficiaires

	IEM (coef de 0 à 3) Montant de référence annuel
Rédacteur principal de 1ère classe	1492,00
Rédacteur principal de 2ème classe	1492,00
Rédacteur	1492,00
Agent de maîtrise principal	1204,00
Agent de maîtrise	1204,00
Educateur APS principal de 1ère classe	1492,00
Educateur APS principal de 2ème classe	1492,00
Educateur APS	1492,00
Animateur principal de 1ère classe	1492,00
Animateur principal de 2ème classe	1492,00

Animateur	1492,00
-----------	---------

- Les critères d'attribution

Les critères d'attribution sont modulés en fonction de plusieurs éléments, tels que :

- ✓ l'évaluation,
- ✓ le niveau de responsabilité,
- ✓ l'animation d'une équipe

L'indemnité d'exercice de missions des préfectures peut se cumuler avec:

- ✓ les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.),
- ✓ l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- ✓ les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.)

- Les modalités de versements

L'IEM est versée mensuellement

- La date d'effet est le 1^{er} janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser l'IEM aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.

4/ Indemnité d'administration et de technicité

Références : Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité et Arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité

- Les Bénéficiaires

Les agents qui peuvent percevoir cette indemnité sont :

les fonctionnaires de catégorie C, les fonctionnaires de catégorie B dont la rémunération est au plus égale à celle qui correspond à l'I.B. 380

	IAT (coef de 0 à 8) Montant de référence annuel
Rédacteur principal de 2ème classe inférieur ou égal au 4ème échelon	706,62
Rédacteur inférieur ou égale au 5ème échelon	588,69
Adjoint administratif principal de 1ère classe	476,10
Adjoint administratif principal de 2ème classe	469,67
Adjoint administratif de 1ère classe	464,30
Adjoint administratif de 2ème classe	449,28
Agent de maîtrise principal	490,05
Agent de maîtrise	469,67
Adjoint technique principal de 1ère classe	476,10
Adjoint technique principal de 2ème classe	469,67
Adjoint technique de 1ère classe	464,30
Adjoint technique de 2ème classe	449,28
Assistant de conservation principal de 2ème classe inférieur ou égale au 4ème échelon	706,62
Assistant de conservation inférieur ou égale au 5ème échelon	588,69
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	476,10
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	469,67
Adjoint du patrimoine de 1ère classe	464,30

Adjoint du patrimoine de 2ème classe	449,28
Educateur APS principal de 2ème classe inférieur ou égal au 4ème échelon	706,62
Educateur APS inférieur ou égal au 5ème échelon	588,69
Animateur principal de 2ème classe inférieur ou égal au 4ème échelon	706,62
Animateur inférieur ou égal au 5ème échelon	588,69
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	476,10
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	469,67
Adjoint d'animation de 1ère classe	464,30
Adjoint d'animation de 2ème classe	449,28

- Les critères d'attribution

Pour les agents de catégorie C, le montant de l'indemnité est fixée à 106,96.

Ce montant est majoré dans les cas suivants :

- compensation des indemnités de conduite
- compensation de la prime de fin d'année qu'il n'est pas possible d'attribuer aux agents nouvellement recrutés,
- compensation liée à la diminution de chèque déjeuner pour le service collecte des déchets
- compensation liée à la difficulté de la mission des collectes des déchets
- compensation de la mission de chef d'équipe.

Contrairement au montant de base de 106,96 euros, ces compléments IAT ne sont pas évolutifs en fonction de la valorisation de l'indice de rémunération de la fonction publique.

- Les modalités de versements

L'IAT est versée mensuellement

- La date d'effet est au 1^{er} janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser l'IAT aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.

5/ L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves

Références :décret 93-55 du 15 janvier 1993

- Les Bénéficiaires

Professeur hors classe
Professeur de classe normale
Assistant principal de 1ère classe d'enseignement artistique
Assistant principal de 2ème classe d'enseignement artistique
Assistant d'enseignement artistique

- Les critères d'attribution

L'indemnité comporte une part fixe et une part modulable.

La part fixe est liée à l'exercice effectif de fonctions enseignantes et en particulier le suivi individuel et l'évolution des élèves. Le taux annuel de référence est de 1199,96 euros.

La part modulable est liée à des tâches de coordination dans le suivi et l'orientation des élèves. Le taux annuel de référence est de 1408,92 euros.

Elles évoluent avec l'indice 100 de la fonction publique.

Un complément d'ISO peut être attribué :

- en compensation de la prime de fin d'année qu'il n'est pas possible d'attribuer aux agents nouvellement recrutés,
- au regard de mission de coordination et de responsabilité du poste.

- Les modalités de versements

Le versement est mensuel.

- La date d'effet est fixée au 1^{er} janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser l'ISO aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.

6/ L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires

Références : Décret 202-60 du 14 janvier 2002

- Les bénéficiaires :

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ne concernent que les agents de catégorie B ou C des filières ; technique, administrative, culturelle et d'animation.

- Les critères d'attribution :

Les heures supplémentaires seront prioritairement récupérées sous forme d'un repos compensateur. Elle ne pourront être indemnisées que dans le cadre des dispositions réglementaires et avec décisions express de l'autorité territoriale.

- Les modalités de versements :

Les agents à temps non complet peuvent être également autorisés à effectuer des heures complémentaires en plus de leur temps de travail, en raison des nécessités de service et à la demande du responsable hiérarchique. Le nombre d'heures complémentaires effectuées par l'agent à temps non complet ne peut conduire au dépassement du temps légal par semaine. Les heures effectuées au-delà relèveront du régime des heures supplémentaires. Les heures complémentaires, si elle ne peuvent être récupérées, seront rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent.

Les heures complémentaires et supplémentaires ne pourront être payées que sur production d'un état mensuel nominatif constant le nombre d'heures à payer ou à récupérer.

- La date d'effet : 1^{er} janvier 2016

7/L'indemnité forfaitaire représentative de sujétions

Références : décret 2013-662 du 23 juillet 2013

- Les bénéficiaires :

	IFRTS
Éducateur principal de jeunes enfants	1050
Éducateur de jeunes enfants	950

- Les critères d'attribution :

Le montant individuel est obtenu un coefficient multiplicateur de 1 à 7.

Le montant de base mensuel versé est de 150 euros brut. Le cas échéant, il est complété d'un montant de 92 euros au titre de la compensation de la prime de fin d'année que la collectivité ne peut verser au nouvel arrivant.

- Les modalités de versements

Cette indemnité est versée mensuellement

- La date d'effet est fixée au 1^{er} janvier.

Il vous est donc proposé de verser l'IFRTS aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée

8/ L'indemnisation des travaux supplémentaires pour élections.

Références : le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés, l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections,

Considérant que la rémunération des travaux supplémentaires effectués au-delà des heures normales de services, à l'occasion des consultations électorales est assurée :

- en Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE) pour les agents attributaires de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)
- en Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) pour les agents qui ne peuvent prétendre à l'IFTS et dans la mesure où les heures supplémentaires n'ont pas été compensées par une récupération pendant les heures normales de services,

Considérant la convention de remboursement de mise à disposition du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté en date 17/12/2015.

A/Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE)

• Bénéficiaires

Il est institué l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections selon les modalités et suivant les montants définis par le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 27 février 1962 pour les agents relevant des cadre d'emplois suivants :

Attaché territorial

Le montant de référence calcul sera celui de l'IFTS de 2^{ème} catégorie assorti d'un coefficient de 1.

• Modalité d'Attributions individuelles :

Conformément au décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, Monsieur le Maire fixera les attributions individuelles, en fonction du travail effectué, selon les modalités de calcul de l'IFCE et dans la limite des crédits inscrits.

B/Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (IHTS)

Il est décidé d'attribuer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires au personnel ayant participé aux opérations électorales et ne pouvant prétendre aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires et n'ayant pas récupéré le temps supplémentaire effectué. Les agents non titulaires pourront percevoir les IHTS selon les mêmes conditions que les fonctionnaires.

• Modalités d'attribution

Les agents employés à temps complet percevront les IHTS selon le tarif des heures supplémentaires de dimanche, et éventuellement de nuit, correspondant à leur indice, et calculées selon les articles 7 et 8 du décret n° 2002-60 précité.

Les agents employés à temps non complet percevront des IHTS rémunérées en heures complémentaires basées sur le traitement, sans majoration de dimanche ou de nuit dans la limite de la durée légale du travail. Au-delà, les agents à temps non complet percevront des IHTS selon les mêmes conditions que les agents à temps complet.

• Modalité de versement

Le paiement de ces indemnités sera effectué après chaque tour de consultations électorales. La ville de Mayenne remboursera Mayenne communauté selon la convention citée ci dessus.

• Date d'effet : 1^{er} janvier 2016

9/ La Prime de service et de rendement

Références : Décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009

• Les bénéficiaires :

	PSR (montant annuel de base)
Ingénieur principal	2817,00

Ingénieur	1659,00
Technicien principal de 1ère classe	1400,00
Technicien principal de 2ème classe	1330,00
Technicien	1010,00

- Les critères d'attribution :

La prime de service et de rendement est attribuée en fonction de l'importance du poste et de la qualité des services rendus. Le coefficient de modulation du montant de référence doit être compris entre 0 et 2.

- Les modalités de versements

Le versement est mensuel.

- La date d'effet : 1^{er} janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser la PSR aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée

10/ L'indemnité spécifique de service

Références : décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié

- Les bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les ingénieurs principaux, ingénieurs, techniciens principaux et techniciens.

- Les critères d'attribution :

Par grade, le **crédit global** sera le résultat de l'opération suivante :

Taux moyen du grade x nombre de bénéficiaires potentiels (postes pourvus).

Le **taux moyen du grade** sera quant à lui égal à un taux de base multiplié par un coefficient du grade et par un coefficient géographique. Ce coefficient n'a normalement pas à être appliqué à la fonction publique territoriale (le taux de 1 est donc à retenir).

Les taux de base (au 11/04/2011):

- pour les ingénieurs en chef de classe exceptionnelle, le taux de base est de 357.22€ (Arrêté du 31/03/2011);
- pour les autres grades, il est de 361,90€ (Arrêté du 31/03/2011).

Les Modalités individuelles d'attribution et répartition de l'ISS

Une fois les crédits globaux déterminés pour chaque grade concerné, l'autorité territoriale, en fonction des services rendus par les agents, répartira individuellement l'ISS.

Pour cela, il appliquera au taux moyen défini pour chaque grade un coefficient de modulation individuelle.

Les coefficients par grade et coefficients maximum de modulation individuelle s'établissent comme suit à compter du 28 novembre 2014 :

Grade	Coefficient par grade	Coefficients maxi. de modulation individuelle
Ingénieur principal à compter du 6ème échelon ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	51	1,225
Ingénieur principal à compter du 6ème échelon n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	43	1,225
Ingénieur principal du 1er au 5ème échelon	43	1,225
Ingénieur à compter du 7ème échelon	33	1,15
Ingénieur du 1er au 6ème échelon	28	1,15
Technicien Principal de 1ère classe	18	1,1

L'attribution individuelle se basera sur :

- la manière de servir résultant de l'évaluation effectuée lors d'évaluation annuelle et du comportement,
- les fonctions exercées par l'agent appréciées par rapport aux responsabilités ou au niveau d'encadrement.

- Les modalités de versements :

Le versement est mensuel

- La date d'effet : 1er janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser l'ISS aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.

11/ L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants

Références : Décret n° 67-624 du 23 juillet 1967 modifié

- Les bénéficiaires :

Des indemnités peuvent être allouées aux agents chargés d'effectuer des travaux pour l'exécution desquels des risques ou des inconvénients subsistent malgré les précautions prises et les mesures de protection adoptées.

Les critères d'attribution : Les travaux sont classés dans les trois catégories ci-après, en fonction de la nature des risques encourus :

1ère catégorie: Travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques.

2ème catégorie: Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination.

3ème catégorie: Travaux incommodes ou salissants.

Cette indemnité est liée aux fonctions et à des sujétions particulières. Elle peut donc être allouée aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires.

- Les modalités de versements :

Le paiement s'effectue mensuellement par demi journée de travail effectif au vu des formulaires de demande établis par les agents et visés du responsable.

Elles ne sont pas cumulables avec les indemnités de risques et de sujétions spéciales.

- La date d'effet = 1er janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser ces indemnités aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.

12/ La prime de service

Références : Décret 98-1057 du 16 novembre 1998

- Les bénéficiaires :

	PS taux moyen annuel 17 % traitement agents
Auxiliaire de puériculture	7,5 % des traitements bruts annuels des personnels en fonction

- Les critères d'attribution :

L'agent doit exercer les fonctions dévolues au cadre d'emploi concerné.

- Les modalités de versements :

Le versement est mensuel.

- La date d'effet: 1er janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser la prime de service aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.

13/ La prime spéciale de sujétion des auxiliaires de puériculture ou de soins

Références : Décret 98-1057 du 16 novembre 1998

- Les bénéficiaires :

	PS taux moyen annuel 17 % traitement agents
Auxiliaire de puériculture	7,5 % des traitements bruts annuels des personnels en fonction

- Les critères d'attribution :

Cette prime est calculée sur la base d'un taux égal à 10 % du traitement brut de l'agent

- Les modalités de versements

Le versement est mensuel.

- La date d'effet : 1^{er} janvier 2016

Il vous est donc proposé de verser la prime spéciale de sujétion aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.

14/ L'indemnité d'astreinte de décision

Références : décret n° 2005-542 du 19 mai 2005

Considérant l'organisation mutualisée des services,

Considérant la convention de remboursement de mise à disposition du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté en date 17/12/2015.

Il vous est proposé d'attribuer des indemnités d'astreinte de décision au titre de la Ville de Mayenne aux membres de la Direction agent de Mayenne Communauté.

Ces indemnités sont versées mensuellement en fonction des astreintes réalisées. Le remboursement de la Ville de Mayenne s'effectue selon les dispositions de remboursement prévues dans la convention de mise à disposition de service.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide toutes ces propositions.

31 - Ressources humaines - Vacation musicales pour le Relais Assistantes Maternelles

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

Afin de permettre aux assistantes maternelles du Relais Assistante Maternelle et aux enfants qu'elles accueillent, de bénéficier de séances d'éveil musical, il vous est proposé de recruter un assistant d'enseignement artistique et de fixer le montant de la vacation à 28 euros brut de l'heure. L'intéressé interviendra à raison de 2 heures une fois par mois pour 2 groupes d'enfants (10 à 12 maximum par groupe). Ces séances se dérouleront dans les différentes communes de Mayenne Communauté à compter de janvier 2016 pour un nombre d'heures maximum de 12 heures pour le 1^{er} semestre 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, recrute un assistant d'enseignement artistique et fixe le montant de la vacation à 28 euros brut de l'heure.

32 - Ressources humaines - Vacation jury d'examens pour le conservatoire

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

La collectivité a recours à des musiciens chargés d'accompagner des élèves lors de répétitions ou d'examens, de participer à des jurys d'examens ou à des interventions dans le cadre d'animations culturelles.

Les interventions présenteront un caractère ponctuel, discontinu, sans aucune régularité.

Chaque vacation est comptabilisée pour une heure et la rémunération est fonction du nombre d'heures réellement faites. La vacation est calculée par référence au 1er échelon du cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique principaux de 2ème classe par heure travaillée soit 1/86é de la valeur de ce 1er échelon (IB 327) conformément au statut particulier des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Ainsi, la rémunération des enseignants non titulaires ou titulaires dans d'autres collectivités mais rémunérés au titre d'activité accessoire est calculée par référence au 1er échelon du grade d'AEA principal de 2è classe (IB 350) et proportionnellement à leur durée de travail.

L'intervention sera précédée de l'envoi d'une lettre de mission.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide cette proposition.

33 - Ressources Humaines - Avantages en nature - Véhicule de fonction

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, notamment son article 21

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- attribue un véhicule de fonction aux agents titulaires de postes spécifiques et remisés chaque soir au domicile. Les postes sont les suivants :

- Direction Aménagement, Mobilité Environnement – responsable de la régie prestation voirie

- Direction Aménagement, Mobilité Environnement – responsable de la collecte des déchets

- autorise Monsieur le Président à prendre les arrêtés individuels d'attribution et à signer les actes aux effets ci dessous.

34 – Ressources humaines – DEJS – Centre de loisirs sans hébergement – Modalité de rémunération forfaitaire des personnels temporaires d'animation

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

Vu le contrat d'engagement éducatif prévu par les articles L432-1 à L432-6, D432-1 à D432-9 du code de l'action sociale et des familles.

Considérant que la rémunération par jour ne peut être inférieure à 2,20 fois le montant du Smic horaire.

Considérant l'embauche des animateurs temporaires à Mayenne communauté au sein du service jeunesse afin d'assurer l'encadrement des mineurs dans les centres de vacances.

Considérant que la grille de rémunération, applicable également à la ville de Mayenne tient compte, à la fois

du poste occupé, soit Directeur, Directeur adjoint ou animateur mais aussi de la qualification, avec BAFA ou BAFD, en cours de formation ou sans formation.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la nouvelle grille de rémunération forfaitaire de ces animateurs :

Diplôme	Poste	Rémunération journalière proposée	Rémunération journalière proposée grille existante
BAFD	Directeur	74	70,72
En cours de formation BAFD- avec BAFA	Directeur	72	66,08
Sans BAFD- avec BAFA	Directeur	70	71,51
BAFD	Directeur Adjoint	71	63,65
En cours de formation BAFD- avec BAFA	Directeur Adjoint	69	59,4
Sans BAFD- avec BAFA	Directeur Adjoint	67	69
BAFA ou CAP petite enfance	Animateur	65,01	65,01
En cours de formation BAFA	Animateur	58,51	58,51
Sans BAFA	Animateur	55,26	55,26

35 – Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Convention de mise à disposition de personnel et de matériel avec le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable et Assainissement Collectif (SIAEPAC) de la Fontaine Rouillée

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. BOURGUIN expose :

La compétence SPANC prévue dans les statuts de Mayenne Communauté fera l'objet dans les prochains mois d'une définition de l'intérêt communautaire.

Avant la fusion, les 2 précédentes Communautés de Communes organisaient différemment la gestion de leur service SPANC.

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne gérât en régie directe son service, le personnel de la CCPM effectuait les contrôles et assurait le suivi administratif des dossiers ainsi que la facturation.

La Communauté de Communes de Le Horps-Lassay avait confié la gestion du service au SIAEPAC de la Fontaine Rouillée qui assurait les interventions techniques et le suivi administratif. Une convention de mise à disposition de personnel et de matériel entre la CCHL et le SIAEPAC encadrait cette organisation.

De plus, la CCHL avait la particularité d'avoir conclu avec 309 usagers, à ce jour, un contrat d'entretien individuel pour une période minimum de 4 ans, en vue d'effectuer la vidange et le contrôle périodique de l'installation. En conséquence, Mayenne Communauté est tenue de poursuivre ces engagements jusqu'à l'extinction progressive des contrats soit au 31 décembre 2019.

Compte tenu de ces pratiques propres à l'ancien territoire de la CCHL, Mayenne Communauté va poursuivre sa collaboration avec le SIAEPAC uniquement pour cette zone géographique, en concluant une convention de 4 ans qui précise :

- les agents du SIAEPAC mis à disposition et leurs missions
- le matériel du SIAEPAC mis à disposition
- les modalités financières de facturation à Mayenne Communauté à savoir le tarif horaire, le coût du kilomètre et le coût unitaire du traitement des matières de vidange.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve le contenu de la convention à conclure entre le SIAEPAC et Mayenne Communauté pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019**
- **autorise Monsieur le Président à signer la convention.**

M. BOURGUIN expose :

La compétence SPANC prévue dans les statuts de Mayenne Communauté fera l'objet dans les prochains mois d'une définition de l'intérêt communautaire.

En effet, il existait, sur certains aspects, une différence de gestion de ce service entre les 2 précédentes Communautés de Communes.

La Communauté de Communes de Le Horps Lassay (CCHL) a conclu avec 309 usagers un contrat d'entretien individuel en vue d'effectuer la vidange et le contrôle périodique de l'installation.

Ces contrats présentent la particularité de ne pas avoir de terme défini, ils sont renouvelables par tacite reconduction par périodes successives de 4 ans sauf dénonciation par l'une des parties.

Il est convenu que, chaque année, à partir de 2016, Mayenne Communauté dénoncera tous les contrats arrivant au terme d'une période de 4 ans. Par conséquent, il faudra attendre l'année 2019 pour arriver à l'extinction de l'ensemble des contrats conclus par la CCHL.

En cas de fusion, la nouvelle Communauté est autorisée à harmoniser progressivement les conditions de gestion et les redevances pratiquées.

A partir de 2020, Mayenne Communauté sera donc parvenue à un mode de gestion unifiée du SPANC avec l'application de redevances identiques pour l'ensemble des usagers de son territoire.

Cette période transitoire de 4 ans consécutive à la fusion nous oblige donc à voter un tarif spécifique pour les usagers de l'ex territoire de la CCHL, propriétaires de l'installation, qui ont signé un contrat d'entretien avec la CCHL.

Le tarif voté précédemment est reconduit par Mayenne Communauté à raison de 55 € par an sur la durée du contrat restant à courir soit entre 1 et 4 ans.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- fixe les redevances suivantes comme suit à compter de 2016 :

Type de Contrôle	Tarifs
Examen préalable de la conception	40 €
Contrôle de bonne exécution	60 €
Diagnostic de bon fonctionnement	90 €
<i>Diagnostic de bon fonctionnement : majoration de 100 % pour les usagers qui ont mis un obstacle à l'accomplissement du contrôle</i>	180 €
Contrôle périodique	80 €
<i>Contrôle périodique : majoration de 100 % pour les usagers qui ont mis un obstacle à l'accomplissement du contrôle</i>	160 €
Visite en cas de vente	80 €
Entretien des installations avec contrat de l'ex CCHL (pour la durée restant à courir)	55 € /an

- s'engage à harmoniser les modalités de gestion et d'application des redevances sur le nouveau territoire de Mayenne Communauté à partir de 2020 lorsque tous les contrats d'entretien auront été résiliés.

M. COISNON expose :

En 2013, les élus de la communauté de communes du Pays de Mayenne ont souhaité réaliser un diagnostic des actions pour les jeunes de plus de 12 ans . En vue de la fusion avec la communauté de communes du Horps Lassay, le travail a été mené conjointement avec l'ensemble des partenaires du territoire de Mayenne

Communauté.

En novembre 2013, le cabinet ANATER a rendu ses conclusions. Quatre objectifs opérationnels ont été définis :

- animation du territoire communautaire en devenir
- accompagnement social et professionnel des jeunes
- recherche de proximité
- soutien aux initiatives locales.

Ces objectifs se traduisent par des actions à mettre en œuvre et tout particulièrement la création d'un Point Information Jeunesse communautaire sachant que le centre social Agitato animait jusqu'alors un Point Information Jeunesse au titre de la ville de Mayenne. Désormais, le Pôle Centre Social d'Agitato devra permettre au travers des activités du Point Information Jeunesse :

- d'être un lieu de ressources et d'informations des jeunes,
- d'être un lieu d'appui aux initiatives des jeunes sur le territoire intercommunal,
- d'être un lieu d'écoute, de conseil et d'orientation vers les organismes compétents.

Un document précisant les actions opérationnelles sera signé entre les deux partenaires sachant que le schéma général des actions jeunesse ainsi que leur coordination seront assurés par Mayenne Communauté.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Vice Président en charge de la Jeunesse à signer la convention tripartite pour la période 2016-2018 reposant notamment sur :

- ***la prise en charge du loyer du local de 90m² auprès de la Ville de Mayenne, propriétaire, soit 3 262,50€ par an,***
- ***le versement d'une subvention pour 2016 de 40 000€ au titre du pôle Centre Social (sous réserve de la confirmation par le Conseil Communautaire à l'occasion du vote du budget),***
- ***et assurer la coordination de la politique jeunesse de Mayenne Communauté en coopérant avec l'équipe d'Agitato dans le respect du management de l'association.***

38 - Enfance Jeunesse – Création d'un service commun

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. COISNON expose :

Il est rappelé que la Communauté de Communes le Horps-Lassay et la Communauté de Communes du Pays de Mayenne ont été accompagnées pendant près d'un an par le cabinet d'études AnaTer sur l'évaluation des actions Enfance-Jeunesse et des propositions d'amélioration du service. Ce bilan a mis en lumière la différence importante des moyens mis en œuvre par les deux structures. En effet, la compétence Jeunesse comporte 2 volets :

- l'animation : mise en place et encadrement des activités de loisirs.

- la coordination : veiller à la mise en place et à la cohérence des actions pour la jeunesse sur le territoire, le respect des objectifs, du Projet Éducatif et des différents contrats avec les partenaires (CAF/MSA). C'est un rôle d'interface entre les différents partenaires institutionnels et les structures missionnées pour la mise en œuvre de ces actions (= conseil et accompagnement des animateurs des Communes...).

MAYENNE COMMUNAUTÉ conserve la compétence « coordination jeunesse », puisque les deux Communautés de Communes préexistantes exerçaient déjà cette compétence auparavant.

En ce qui concerne l'animation, la CCHL exerçait cette compétence mais pas la CCPM. Le niveau de service aux habitants apporté par la CCHL et la CCPM en matière d'animation Jeunesse n'est pas comparable. La CCHL a structuré son service et a développé les activités proposées depuis plus de 7 ans. Si MAYENNE COMMUNAUTÉ devait se mettre au même niveau sur tout le territoire, c'est environ 400 000 € qu'il faudrait y consacrer, ce qui n'est pas envisageable aujourd'hui. Ainsi, la compétence « animation jeunesse » est transférée aux Communes le 1^{er} Janvier 2016 dans le cadre de la fusion.

Pour autant, comme demandé par l'ensemble des élus lors des travaux sur la rédaction des statuts de MAYENNE COMMUNAUTÉ courant 2015, il a été décidé de créer un service commun intercommunal « animation jeunesse »

dès 2016. Ce service commun va permettre de pérenniser le niveau de service existant préalablement à la fusion sur le territoire de la CCHL et à budget constant. L'harmonisation de la compétence Jeunesse pourra être étudiée progressivement par la suite à compter de la fusion.

Le « Service Commun Animation Jeunesse » est créé par MAYENNE COMMUNAUTÉ sur adhésion des Communes de l'ex-CCHL. Il est régi par une convention entre MAYENNE COMMUNAUTÉ et les 13 Communes concernées. Les délais étaient très contraints pour la mise en place du service commun afin qu'il soit opérationnel dès le début de l'année 2016. Aussi, la Commission Jeunesse et la CLETC de la CCHL ont réalisé une évaluation par anticipation, validée par délibération du 30/09/2015.

Ainsi, le budget nécessaire au maintien du niveau de ce service a été évalué par la CCHL à 125 000 €. Il se finance par les participations des 13 Communes de l'ex-CCHL. MAYENNE COMMUNAUTÉ affecte des moyens humains et matériels à ce service commun (1 Adjoint d'animation de 2ème classe, des saisonniers pendant les périodes d'activités, le local Espace Jeunes à Lassay, 2 minibus...). L'organisation et l'animation des activités sont réalisées par le « Service Commun Animation Jeunesse » porté par MAYENNE COMMUNAUTÉ.

Afin d'anticiper la mise en place du service commun dès Janvier 2016 et ainsi permettre le bon déroulement des activités jeunesse prévues début Février et dans l'attente de la CLETC de Mayenne Communauté la CCHL a émis un accord de principe sur la convention d'adhésion suivante et a sollicité l'avis des Communes concernées :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION ET PÉRIMÈTRE

La présente convention définit les modalités de fonctionnement du « Service Commun Animation Jeunesse ». MAYENNE COMMUNAUTÉ est chargée de l'organisation et de l'animation des activités de loisirs du service jeunesse sur la Commune.

Les Communes adhérentes du service commun sont les 13 Communes constituant la CCHL jusqu'au 31 Décembre 2015 : Champéon, La Chapelle-au-Riboul, Charchigné, Hardanges, Le Horps, Le Housseau-Brétignolles, Lassay-les-Châteaux, Montreuil-Poulay, Rennes-en-Grenouilles, Le Ribay, Saint-Julien-du-Terroux, Sainte-Marie-du-Bois et Thubœuf.

Ce périmètre pourra être élargi dès la constitution de MAYENNE COMMUNAUTÉ, sous réserve de l'avis du comité de suivi.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention prend effet au 1^{er} Janvier 2016.

Elle est conclue pour une durée de six ans ferme, et reconductible tacitement pour une durée identique sauf dénonciation intervenant avec un préavis d'un an.

ARTICLE 3 – CHAMP D'APPLICATION

La présente convention s'applique à toutes les activités jeunesse existantes ou venant à être créées sur le territoire des Communes adhérentes et concernant :

Les activités au sein de l'accueil de loisirs sans hébergement : les sorties, les veillées, les séjours (camp ski, camp été...), les chantiers « argent de poche », les projets « autofinancement »...

Cette convention porte sur l'ensemble de l'organisation et de l'encadrement de ces activités.

Le pilotage du service commun est assuré par le comité de suivi.

ARTICLE 4 – SUIVI DE L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

Il est institué un comité de suivi dont les attributions sont les suivantes : discussion et validation du bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention – examen des conditions financières de la présente convention – être force de proposition dans le fonctionnement du service commun.

Ce Comité est présidé par le/la Président(e) de MAYENNE COMMUNAUTÉ ou son représentant, Vice-président en charge de ce service.

Chaque Commune adhérente au service commun est représentée au comité de suivi par un élu du conseil municipal.

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an, en fin d'année. Il formule des propositions et émettra des avis ou recommandations. Cette instance se réunit en tant que de besoin sur demande du Président de MAYENNE COMMUNAUTÉ ou des membres du comité de suivi.

Les observations, suggestions que chaque Commune adhérente pourrait soulever seront examinées par le comité de suivi.

ARTICLE 5 – LES ENGAGEMENTS DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

MAYENNE COMMUNAUTÉ s'engage à établir toutes déclarations et actes relatifs à la mise en place des activités. Elle est l'interlocuteur privilégié de la DDCSPP, CAF, MSA, ainsi que de tous les partenaires institutionnels, des Collèges, Lycées, associations...

Le fonctionnement : les activités pendant les vacances scolaires sont itinérantes – les périodes périscolaires ont lieu au sein du local Espace Jeunes à Lassay.

MAYENNE COMMUNAUTÉ s'engage à mettre à disposition tous les moyens nécessaires à l'organisation de l'animation jeunesse : les locaux et équipements (local Espace Jeunes à Lassay, malles pédagogiques...) – les moyens humains (animateurs et saisonniers le cas échéant) – les 2 minibus – les moyens administratifs.

MAYENNE COMMUNAUTÉ veille à la réaffectation au service commun des contributions versées par les Communes ainsi que la gestion des reliquats éventuels.

MAYENNE COMMUNAUTÉ s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires étant organisateur des activités animation jeunesse.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENT DES COMMUNES

A – Contribution aux charges de fonctionnement

La Commune verse annuellement une contribution correspondant aux charges liées au fonctionnement du service mise à disposition et supportées par MAYENNE COMMUNAUTÉ.

Ce montant est précisé dans l'annexe jointe à la présente convention.

Le versement de la contribution s'effectue le 1^{er} Septembre de chaque année au titre de l'année civile correspondante.

B – Contributions aux frais supplémentaires éventuels du Service Commun Animation Jeunesse

Il ne peut être sollicité des compléments de contributions supplémentaires qu'après validation par les 2/3 des Communes adhérentes lorsque des activités supplémentaires sont développées.

C – Mise à disposition de locaux et moyens humains dans le cadre des activités itinérantes

Les Communes mettent à disposition à titre gratuit les locaux pour les activités et des personnels techniques en fonction des directions définies par le comité de suivi.

ARTICLE 7 – SITUATION DES AGENTS DU SERVICE COMMUN ANIMATION JEUNESSE

Le Service Commun Animation Jeunesse recrute et gère les personnels nécessaires à l'organisation et l'encadrement des activités visées par la présente convention.

Le Service Commun Animation est composé de la manière suivante : un animateur directeur d'accueil de loisirs sans hébergement (1 ETP) – des animateurs saisonniers selon les besoins en encadrement lors des activités (taux d'encadrement minimal : 1 animateur pour 12 jeunes). En fonction des activités proposées, le taux d'encadrement pourra être plus élevé afin d'améliorer la qualité des animations.

La Communauté de Communes Le Corps-Lassay ayant créé elle-même ce service, aucune des Communes membres de ce territoire n'assurait jusqu'à présent l'animation jeunesse visée par la présente convention. Par conséquent, aucun agent desdites Communes n'est concerné par un transfert.

ARTICLE 8 – MODIFICATION

Toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant écrit, conclu entre les parties de la convention, et devant faire le cas échéant l'objet de délibérations concordantes du Conseil municipal et du Conseil communautaire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, se prononce sur la création du service commun animation jeunesse comme proposé ci-dessus et la validation de la convention d'adhésion.

39 - Déchets - Redevance incitative – Détermination de la grille tarifaire à compter du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

Jusqu'à présent, les financements des services déchets de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) et de la Communauté de Communes du Corps-Lassay (CCHL) sont distincts. Bien que tous les deux s'appuient sur le principe d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), celle instituée sur la CCPM est incitative (à la différence de celle de la CCHL) puisqu'elle intègre dans sa grille tarifaire une composante

qui est fonction du volume d'ordures ménagères produites.

L'article L2333-76 du CGCT autorise le maintien du régime applicable en matière de REOM sur le territoire de la CCPM et de la CCHL au cours des 5 ans qui suivent la fusion. Par conséquent, sur le périmètre de Mayenne Communauté pourraient coexister pendant 5 ans la REOM incitative (RI) sur le territoire de l'ex CCPM et la REOM générale sur le territoire de l'ex CCHL.

Pour autant, il a été convenu par les élus de la CCHL et de la CCPM de viser à une harmonisation des tarifs dès le 1er janvier 2018 pour aller vers une redevance incitative sur Mayenne Communauté et répondre ainsi aux objectifs environnementaux, économiques et sociétaux fixés par les lois Grenelle et plus récemment par la loi de Transition Energétique.

Cela signifie donc que sur les exercices 2016 et 2017, 2 systèmes vont perdurer afin d'assurer une transition la plus adaptée possible (les règlements de redevance seront donc distincts et reconduits à l'identique, à l'exception notamment de la notion de prorata temporis qui sera uniformisée à l'échelle de Mayenne Communauté pour reprendre les principes qui existaient sur la CCPM).

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2016, les usagers des 20 communes de l'ex CCPM : Alexain, Aron, La Bazoge Montpinçon, Belgeard, Commer, Contest, Grazay, La Haie Traversaine, Jublains, Marcillé la Ville, Martigné, Mayenne, Moulay, Parigné sur Braye, Placé, Sacé, Saint Baudelle, Saint Fraimbault de Prières, Saint Georges Buttavent, Saint Germain d'Anxure, sont assujettis à la Redevance Incitative fixée ci-après.

Il est précisé que le montant de la redevance incitative est composé d'une part fixe, correspondant à la part incompressible du service (accès au service de collecte, accès aux colonnes de tri, aux déchetteries pour les particuliers) et d'une part variable, qui correspond à l'incitation et donc proportionnelle à l'utilisation du service de collecte et traitement des ordures ménagères résiduelles. Pour les habitants, la part fixe dépend du type de collecte et du litrage mis à disposition tandis que la part variable dépend du nombre de levées/dépôts de déchets (hors tri et déchetteries) effectivement constatés au delà des levées minimum obligatoires.

Un groupe de travail ainsi que la commission environnement ont fait le bilan des ajustements de la grille tarifaire 2015 lesquels ont permis de parvenir à une situation budgétaire excédentaire en 2015.

Afin de conserver des marges de manœuvre en investissement tout en garantissant un coût moyen de service 20 % inférieur à la moyenne nationale et parfaitement dans la moyenne départementale, il est proposé de reconduire en 2016 la grille tarifaire de la redevance incitative comme suit :

facture 2016 = abonnement 2016 + levées/dépôts réalisés en 2015 (dont forfait minimum)

facture 2017 = abonnement 2017 + levées/dépôts réalisés en 2016 (dont forfait minimum)

Redevables munis d'un bac dont la collecte des ordures ménagères résiduelles est assurée en porte à porte

	Volume du bac (en litres)	Abonnement annuel = Part fixe pour l'accès au service du bac (hors levée)	Part variable : coût unitaire de la levée du bac	Nombre de levées Minimum Obligatoire Dans l'année
Ménage ou professionnel	120	102,22	2,28	9
Ménage ou professionnel	240	121,01	4,56	9
Ménage ou professionnel	340	146,62	6,46	9
Professionnel	660	214,94	12,54	9
Professionnel	750	242,89	14,28	9

Redevables munis d'un badge et devant déposer leurs ordures ménagères résiduelles dans un conteneur

	Volume du tambour équipant le conteneur (en litres)	Abonnement annuel = Part fixe pour l'accès au service du badge (hors dépôt)	Part variable : Coût unitaire d'un dépôt dans le conteneur	Nombre de dépôts Minimum Obligatoire Dans l'année
cas 1 : Ménage en grand habitat collectif vertical utilisant un conteneur exclusivement destiné à l'habitat collectif	30	52,69	0,57	36
cas 2 : Professionnel ou Ménage hors cas 1	60	78,31	1,14	18
Usager en résidence secondaire	60	78,31	1,14	6

Tarif applicable pour les remplacements.

<ul style="list-style-type: none"> Bac pucé 120 litres Bac pucé 240 litres Bac pucé 340 litres Bac pucé 660 litres Bac pucé 750 litres Bac à clé 120 litres Bac à clé 240 litres Bac à clé 340 litres Bac à clé 660 litres Bac à clé 750 litres 	<ul style="list-style-type: none"> 28 € 37 € 57 € 140 € 155 € 60 € 74 € 98 € 245 € 260 €
<ul style="list-style-type: none"> Badge remplacé ou 2ème attribution 	<ul style="list-style-type: none"> 5 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la grille tarifaire de la Redevance Incitative à effet du 1^{er} janvier 2016 applicable aux 20 communes de l'ex CCPM comme ci-dessus exposé.

Mme MORIN expose :

Avant la fusion, les financements des services déchets de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) et de la Communauté de Communes du Horps-Lassay (CCHL) reposaient tous les deux sur le principe d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM). Toutefois, la CCPM a institué une redevance incitative qui intègre une composante qui est fonction du volume d'ordures ménagères résiduelles produites et d'autres tarifs correspondant à des prestations spécifiques comme l'accès aux déchetteries pour les professionnels. La CCHL a institué une REOM générale qui s'applique à tous les usagers dont le mode de calcul diffère selon le type de producteurs de déchets. La REOM générale repose sur des caractéristiques des différents types d'usagers.

L'article L2333-76 du CGCT autorise le maintien du régime applicable en matière de REOM sur le territoire de la CCPM et de la CCHL au cours des 5 ans qui suivent la fusion. Par conséquent, sur le périmètre de Mayenne Communauté pourraient coexister pendant 5 ans la REOM incitative (RI) sur le territoire de l'ex CCPM et la REOM générale sur le territoire de l'ex CCHL.

Pour autant, il a été convenu par les élus de la CCHL et de la CCPM de viser à une harmonisation des tarifs dès le 1er janvier 2018 pour aller vers une redevance incitative sur Mayenne Communauté et répondre ainsi aux objectifs environnementaux, économiques et sociétaux fixés par les lois Grenelle et plus récemment par la loi de Transition Energétique.

Cela signifie donc que sur les exercices 2016 et 2017, 2 systèmes vont perdurer afin d'assurer une transition la plus adaptée possible, les règlements de redevance seront donc distincts et reconduits à l'identique, à l'exception notamment de la notion de prorata temporis qui sera uniformisée à l'échelle de Mayenne Communauté pour reprendre les principes qui existaient sur la CCPM.

Par conséquent, **les usagers des 13 communes de l'ex CCHL** : Champéon, Charchigné, Hardanges, La Chapelle au Riboul, Lassay les Châteaux, Le Horps, Le Housseau Brétignolles, Le Ribay, Montreuil Poulay, Rennes en Grenouilles, Saint Julien du Terroux, Sainte Marie du Bois, Thuboeuf **sont assujettis à la REOM fixée comme suit pour l'exercice 2016.**

Il est précisé que Mayenne Communauté n'est pas assujettie à la TVA pour le service déchets ménagers, en conséquence les montants de REOM sont nets.

En ce qui concerne les ménages, le montant de la REOM repose sur l'addition de 4 produits d'une unité de base correspondant à un type de prestations auquel est affecté un coefficient lié à la composition du foyer de la résidence principale.

Ce coefficient est aussi variable selon la localisation de la résidence : bourg ou campagne. Les résidences secondaires bénéficient d'un coefficient spécifique fixé à 1 ou 0,75.

REOM MENAGES

Libellés	Valeur de l'unité de base 2016	coefficient bourg suivant nombre de personnes					résidence secondaire
		1	2	3	4 et +		
Collecte des déchets	33,95 €	1	1,4	1,7	2		1
collecte bornes sélectives	12,55 €	1	1,4	1,7	2		1
traitement des déchets	29,51 €	1	1,4	1,7	2		1
Déchetteries	19,93 €	1	1,4	1,7	2		1

Libellés	Valeur de l'unité de base 2016	coefficient Campagne suivant nombre de personnes					résidence secondaire
		1	2	3	4 et plus		
Collecte des déchets	33,95 €	0,75	1,05	1,28	1,5		0,75
collecte bornes sélectives	12,55 €	0,75	1,05	1,28	1,5		0,75
traitement des déchets	29,51 €	1	1,4	1,7	2		1
Déchetteries	19,93 €	1	1,4	1,7	2		1

En ce qui concerne les Communes, la REOM s'appuie sur 2 types de facturation en lien avec les lieux de production de déchets:

1) Toutes les Communes acquittent une REOM forfaitaire, calculée à l'origine selon la population, pour la mairie et les services techniques. Cette REOM est fixée comme suit pour l'année 2016 :

REOM COMMUNES (Mairie et services techniques)

Communes	TARIF 2016
Rennes en Grenouilles	167,53 €
Hardanges	318,15 €
Sainte Marie du Bois	347,34 €
Le Housseau Brétignolles	351,96 €
Saint Julien du Terroux	405,75 €
Thubœuf	444,18 €
Montreuil-Poulay	617,86 €
Charchigné	759,24 €
Le Ribay	780,76 €
La Chapelle au Riboul	788,47 €
Champéon	899,11 €
Le Horps	1 168,08 €
Lassay les Châteaux	3 747,07 €

2) Les Communes règlent aussi une REOM pour d'autres lieux de production de déchets (*salles communales, cantines, écoles, garderies...*) dont le mode de calcul correspond à l'addition de 2 produits d'une unité de base selon un type de prestations auquel est affecté un coefficient déterminé suivant le tableau des spécifiques annexé à la présente délibération. Ce tableau liste différentes activités classées en catégories permettant de définir le coefficient à appliquer exprimé en unités. Dans le cas particulier des Communes, le coefficient relève de la catégorie 3. La détermination du nombre d'unités (*m², classes, rationnaires...*) se fait par tranche. Par exemple, pour une cantine, 1 unité par 25 rationnaires signifie 1 unité pour un nombre compris entre 1 et 24 rationnaires puis 2 unités pour un nombre compris entre 25 et 49 rationnaires etc.

Libellés	Valeur de l'unité de base 2016	Coefficient
Traitement déchets professionnels	46,50 €	coefficient variable suivant tableau des spécifiques
Déchetteries	49,44 €	

En ce qui concerne les exploitations agricoles, elles acquittent une REOM dont le mode de calcul correspond à l'addition de 2 produits d'une unité de base selon un type de prestations auquel est affecté un coefficient.

Libellés	Valeur de l'unité de base 2016	Coefficient
Traitement déchets professionnels	42,27 €	0,75
Déchetteries	44,95 €	1

En ce qui concerne les professionnels, ils acquittent une REOM dont le mode de calcul correspond à l'addition de 2 produits d'une unité de base selon un type de prestations auquel est affecté un coefficient déterminé suivant le tableau des spécifiques annexé à la présente délibération. Ce tableau liste différentes activités classées en catégories permettant de définir le coefficient à appliquer exprimé en unités.

La détermination du nombre d'unités (*m², employés, internes, classes...*) se fait par tranche. Par exemple, pour la

catégorie 4, 1 unité par 30 m² signifie 1 unité pour une surface comprise entre 1 et 29 m² puis 2 unités pour une surface comprise entre 30 m² et 59 m² etc.

REOM PROFESSIONNELS (artisans, commerçants, entreprises, administrations, activités du tertiaire,...)

Libellés	Valeur de l'unité de base 2016	Coefficient
Traitement déchets professionnels	42,27 €	coefficient variable suivant tableau des
Déchetteries	44,95 €	spécifiques

En ce qui concerne les maisons de retraite et EHPAD, ils règlent une REOM calculée suivant le nombre de lits de l'établissement auquel est affecté un tarif fixé par lit.

REOM Maison de retraite et EHPAD

	Tarif/lit	Nbre de lits
Logement foyer Le Horps	30,48 €	30
Maison de retraite Les Tilleuls Lassay les Châteaux	30,48 €	85
Association Myriam St Fraimbault Lassay les Châteaux	30,48 €	120

A partir de 2016, la règle de prorata temporis est uniformisée à l'échelle de Mayenne Communauté pour étendre les modalités pratiquées par la CCPM pour la redevance incitative.

Cette règle de prorata temporis de la REOM sera appliquée pour tous les départs et toutes les arrivées d'usagers en cours d'année.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la grille tarifaire de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) applicable à compter du 1^{er} janvier 2016 sur les 13 communes citées en préambule.

41 - Déchets – Déchets ménagers – Validation des règlements de collecte et de redevances pour 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

Avant la fusion, les modalités de collecte, de gestion et de financement des services déchets de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) et de la Communauté de Communes du Horps-Lassay (CCHL) reposaient tous les deux sur des principes différents.

Bien que les modes de financement retenus étaient dans les deux cas une redevance, la CCPM l'avait choisie incitative. Ces modalités de financement ont généré dans les deux collectivités des règlements spécifiques tant pour la collecte que pour les règles de facturations.

L'article L2333-76 du CGCT autorise le maintien du régime applicable en matière de REOM sur le territoire de la CCPM et de la CCHL au cours des 5 ans qui suivent la fusion. Par conséquent, sur le périmètre de Mayenne Communauté pourraient coexister pendant 5 ans la REOM incitative (RI) sur le territoire de l'ex CCPM et la REOM générale sur le territoire de l'ex CCHL.

Pour autant, il a été convenu par les élus de la CCHL et de la CCPM de viser à une harmonisation des tarifs et par la même des modalités de collecte dès le 1^{er} janvier 2018 pour aller vers une redevance incitative sur Mayenne Communauté et répondre ainsi aux objectifs environnementaux, économiques et sociétaux fixés par les lois Grenelle et plus récemment par la loi de Transition Énergétique.

Cependant afin de permettre une transition progressive, deux systèmes vont perdurer sur les exercices 2016 et 2017, les règlements de collecte et de redevance seront donc distincts et reconduits à l'identique, à l'exception

notamment de la notion de prorata temporis qui sera uniformisée à l'échelle de Mayenne Communauté pour reprendre les principes qui existaient sur la CCPM.

Dans l'immédiat et par souci de simplification, il vous est donc proposé de valider et de reconduire les règlements existants suivants corrigés à la marge :

- le règlement de collecte qui sera applicable sur les 13 communes de l'ex CCHL
- le règlement de facturation de la REOM qui sera applicable sur les 13 communes de l'ex CCHL
- le règlement de collecte et de facturation de la redevance incitative qui sera applicable sur les 20 communes de l'ex CCPM
- Vous noterez pour ce qui concerne l'ex CCHL, les évolutions suivantes :
- l'introduction d'un prorata temporis pour les arrivées et les départs du territoire et ceci afin d'organiser les transferts d'usagers éventuels qui interviendraient entre nos 2 territoires et par souci d'homogénéisation avec les règles existantes jusqu'alors sur la CCPM
- la modification des modalités de collecte des jours fériés pour permettre une organisation harmonisée des équipes d'agents

Pour ce qui concerne l'ex CCPM, le règlement n'a fait l'objet que de quelques ajustements d'actualisation à la marge.

Vous noterez que d'autres modifications sont susceptibles d'être présentées dans les mois à venir afin de tenir compte de la réalité des pratiques de terrain.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les trois règlements de collecte et de facturation évoqués ci-dessus.

42 - Déchets – Déchets des événements, fêtes, manifestations et animations

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

La gestion des déchets produits à l'occasion de manifestations ponctuelles nécessite parfois une organisation spécifique, avec un soutien logistique du service déchets qui peut s'avérer conséquent. Afin de répondre à ces demandes tout en ayant le souci de l'équilibre budgétaire, une facturation du service est proposée sur la base suivante :

Coût du temps d'utilisation du camion auquel s'ajoute le coût du temps passé par le chauffeur et ceci sur la base des tarifs annuels à l'heure définis par le conseil communautaire pour les interventions du service prestations

En cas de mise à disposition de conteneurs, il sera facturé le volume de ceux-ci sur la base du prix du litre défini au titre de la grille tarifaire de la redevance incitative.

En cas de mise à disposition de bennes, il sera facturé le coût du traitement suivant le tonnage réel des déchets collectés et au tarif à la tonne facturé par le Département.

Si la manifestation est à l'initiative d'une association dont le siège est sur Mayenne Communauté, le service déchets interpellera la commune de résidence de l'association afin de vérifier si la facture est à adresser directement à l'organisateur ou bien à la commune. A défaut de réponse, c'est l'organisateur qui sera facturé. Il conviendra de préciser ces principes à l'organisateur au moment de sa demande.

Ces dispositions s'appliquent uniquement aux ordures ménagères résiduelles . Pour ce qui est du tri, les services peuvent être utilisés gracieusement afin de valoriser ce geste (exemple : mise à disposition de la benne spécifique pour le tri).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces modalités et tarifs présentés à effet du 1^{er} janvier 2016.

Mme MORIN expose :

L'article L2333-76 du CGCT autorise pendant 5 années le maintien du régime applicable en matière de redevance d'enlèvement des ordures ménagères sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale ayant fait l'objet de la fusion. Par conséquent, sur le périmètre de Mayenne Communauté pourraient coexister pendant 5 ans des politiques tarifaires distinctes en matière de gestion des déchets. Pour autant, l'objectif de Mayenne Communauté est d'harmoniser les tarifs dès le 1^{er} janvier 2018.

Il convient donc de fixer les principes et les tarifs de gestion des déchets des Communes jusqu'à cette uniformisation sur le périmètre de Mayenne Communauté en fonction de leur appartenance soit à l'ancienne CCHL, soit à l'ancienne CCPM et donc en fonction du type de redevance dont elles s'acquittent.

1) Les 13 communes suivantes de l'ancienne CCHL : Champéon, Charchigné, Hardanges, La Chapelle au Riboul, Lassay les Châteaux, Le Horps, Le Housseau Brétignolles, Le Ribay, Montreuil Poulay, Rennes en Grenouilles, Saint Julien du Terroux, Sainte Marie du Bois, Thuboeuf **acquittent la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) dont le montant est fixé dans la délibération spécifique à la REOM.**

2) Les 20 communes suivantes de l'ancienne CCPM : Alexain, Aron, La Bazoge Montpinçon, Belgeard, Commer, Contest, Grazay, La Haie Traversaine, Jublains, Marcillé la Ville, Martigné, Mayenne, Moulay, Parigné sur Braye, Placé, Sacé, Saint Baudelle, Saint Fraimbault de Prières, Saint Georges Buttavent, Saint Germain d'Anxure **qui acquittent la redevance incitative**, sont considérées comme des professionnels et doivent payer pour la production de leurs déchets selon le volume et/ou le tonnage produit.

Pour la facturation, il est donc nécessaire d'évaluer précisément les conditions de collecte variables selon le type de déchets :

- **Pour les déchets ménagers**

On comptabilise les volumes soit par des bacs soit par des badges et la facturation se passe sur la même base que la grille tarifaire des ménages.

- **Pour les déchets verts**

Il est impératif de dissocier ce qui relève des déchets verts du public à charge de Mayenne Communauté et des déchets verts produits par les communes en tant que producteur de déchets.

Les communes supportent le transport et le coût de traitement des déchets produits par leurs services.

Concrètement, ceci signifie :

- que les communes ne doivent pas vider leurs déchets verts dans les bennes publiques,
- que les communes peuvent composter leurs déchets verts ou régler directement les factures de prestataires qui traitent leurs déchets verts
- et que les prestations de mises à disposition de bennes, de transport de ces dernières assurées par Mayenne Communauté (via le service déchets ou le service prestations) sont refacturées aux communes ainsi que le traitement des déchets qu'elles contiennent.

- **les modalités**

Il s'agit de répertorier la mise à disposition effective de bennes et leur durée, de comptabiliser les vidages et aussi le poids des déchets via le pont bascule de La Lande avant dépôt sur la plate-forme.

Quand les déchets verts résultent de prestations effectuées par le service prestation, la production sera évaluée par pesage à la plate-forme et :

- le traitement sera facturé par le budget annexe redevance incitative
- le transport sera refacturé aux communes par le service prestation

La facturation s'effectuera au semestre.

A Mayenne, les services de la ville et de Mayenne Communauté étant mutualisés, c'est donc un prorata qui sera retenu au vu des surfaces (zones d'activités, équipements intercommunaux, etc.) et appliqué sur les volumes produits. Ailleurs, là où une benne est affectée aux services municipaux, la quantité de déchets produite sera facilement identifiable.

- **les tarifs**

Par souci de cohérence, il est proposé d'appliquer les tarifs suivants :

- *pour la mise à disposition des bennes :*
 - à la journée : il est proposé de la mettre à titre gratuit,
 - au delà, à la semaine à raison de 10 €,
 - au delà, au mois à raison d'un tarif de 40 €,
 - au delà, à l'année à raison de 450 €.
- *pour le transport / référence aux tarifs du service prestation* = coût délibéré en vigueur de l'heure de camion et du chauffeur
- *pour le traitement* : coût délibéré en vigueur

- **Pour les inertes et gravats**

Mayenne Communauté acceptera de rendre service aux communes et de mettre à disposition des bennes (10 m3) mais ne pourra pas assumer plus de deux rotations par semaine. La mise à disposition des bennes et transport (assuré par le service ordures ménagères ou le service prestation) sera facturé aux mêmes modalités et mêmes tarifs que pour les déchets verts et le traitement sera différencié ainsi :

- soit ces déchets sont réutilisables et peuvent donc être déposés à déchetterie de La lande car destinés à être concassés et donc facturés au tarif de 8,50 € / T par le service qui a assuré le transport.
- soit ils ne sont pas valorisables et donc seront déposés sur le site de traitement du titulaire du marché, aux prix pratiqués pour Mayenne Communauté au titre de l'année en cours (actuellement il s'agit du site de Sita Guélaintin, pour 25,3€/T en 2015).

- **Pour les encombrants**

Le service ordures ménagères acceptera à titre exceptionnel de mettre à disposition des communes des bennes de 30 m³ mais ne pourra pas assumer plus de deux rotations par semaine.

La mise à disposition des bennes et transport (assuré par le service ordures ménagères ou le service prestation) sera facturé aux mêmes modalités et mêmes tarifs que pour les déchets verts et le traitement sera le suivant :

- pour le traitement : coût facturé par notre prestataire de traitement des encombrants au titre de l'année en cours (actuellement il s'agit du site de Sita Guélaintin, pour 80,3€/T en 2015)

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces modalités de fonctionnement et de facturation à effet du 1^{er} janvier 2016.

44 - Déchets - Budget annexe déchets ménagers – Tarif pour la mise à disposition de bennes aux particuliers à compter du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

Depuis plusieurs années, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne proposait la mise à disposition d'une benne aux particuliers afin qu'ils puissent y déposer leurs déchets verts à l'occasion d'une opération d'envergure (arrachage d'une haie de thuyas, etc.). Il est proposé de reconduire cette mise à disposition sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté, aux mêmes conditions :

- participation à hauteur de 50€ pour la mise à disposition de la benne et l'enlèvement.
- cette mise à disposition ne sera autorisée qu'une seule fois par an,
- l'intéressé devra solliciter de sa commune une autorisation de stationner la benne sur la voie publique qui s'effectuera par arrêté du maire
- une convention sera signée entre le demandeur et Mayenne Communauté définissant les détails de cette mise à disposition,
- le passage d'un technicien de Mayenne Communauté sera nécessaire préalablement à l'implantation pour valider la demande du particulier,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- étend sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté cette mise à disposition aux conditions énoncées, à effet du 1^{er} janvier 2016

45 - Déchets - Facturation prestation d'enlèvement et de résorption des dépôts sauvages à effet du 1^{er} janvier 2016

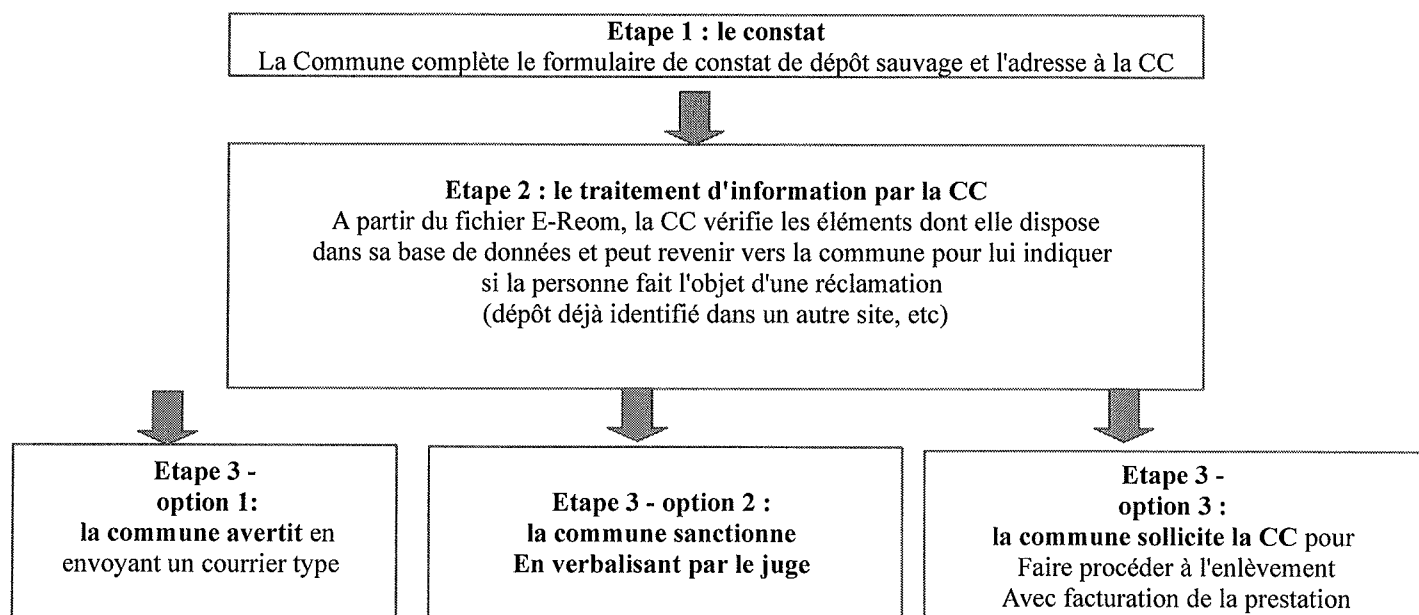
Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne a mis en place la redevance incitative au 1^{er} janvier 2014. Pendant la 1^{ère} année l'accent a été mis sur le fonctionnement des conteneurs semi enterrés et sur l'information des usagers. Cependant, près de 2 ans après la mise en place de la redevance incitative, il existe toujours des dépôts sauvages avec des sacs qui ne respectent pas les volumes de tambours ou des sacs tout simplement posés au pied de conteneurs semi-enterrés en état de marche, sans souci, voire par ignorance du système. Fort de ce constat, la collectivité a travaillé sur un panel de mesures afin de remédier à ces dépôts. Voici donc les outils à notre disposition :

- **Une grille tarifaire remaniée fin 2014** : un forfait minimum de dépôts/levées applicable dès le 1^{er} janvier 2015 mais qui sera facturé avec la part variable 2015 sur la facture adressée au printemps 2016.
- **Un travail à partir du fichier des redevables pour ressortir** les usagers qui ont eu une sous-utilisation flagrante du service et des alertes par courrier et/ou par vérification sur place.
- **Un renforcement des liens CC/communes** pour la transmission régulière par les communes des infos sur les arrivées/départs du territoire.
- **Une procédure commune/CCPM de traitement des dépôts sauvages.**

En 2015, la CCPM a créé des outils communs à chaque commune. Il est proposé au conseil communautaire d'étendre la procédure suivante à l'ensemble de Mayenne Communauté afin d'avoir une démarche cohérente territoriale de lutte contre les dépôts sauvages :



Il convient de rappeler que seule la commune peut choisir de verbaliser en l'absence d'une police intercommunale. En revanche, Mayenne Communauté peut facturer des prestations pour les interventions qu'occasionnent la résorption de ces dépôts sauvages pour :

- les opérations de recherche du responsable (temps agent et de déplacement avec un véhicule)
- le nettoyage des abords notamment en cas de sacs éventrés et le balayage
- les frais de traitement des déchets concernés et l'instruction du dossier
- un avis des sommes à payer de 30 € correspondant au coût de la prestation sera donc adressé à l'utilisateur reconnu responsable des dépôts sauvages.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe à 30 € la prestation

46 - Déchets - Budget annexe déchets ménagers - Tarification de l'accès des professionnels en déchetterie à compter du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

En ce qui concerne la gestion des déchets des professionnels en déchetterie, une dynamique départementale a été engagée afin d'harmoniser les conditions d'accès des professionnels dans les déchetteries sur l'ensemble du Département et de définir des tarifs communs à moyen terme.

La communauté de communes du Pays de Mayenne (CCPM) s'est inscrite dans cette démarche depuis 2011 en adoptant des tarifs variant selon les flux collectés et suivant une formule de révision annuelle des prix.

Sur la communauté de communes du Horps-Lassay (CCHL), cette homogénéisation n'a pas encore été réalisée, notamment compte tenu de l'existence d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) qui prévoyait, pour les professionnels, un droit d'accès aux déchetteries.

Consciente néanmoins que les flux de déchets des professionnels en déchetterie peuvent être conséquents et sans lien proportionnel avec la redevance dont ils s'acquittent jusqu'à présent, la CCHL envisageait un alignement des tarifs sur la dynamique départementale à moyen terme. Cet alignement doit cependant s'anticiper, au même titre que la mise en place d'une redevance unifiée pour les ménages à l'échelle de Mayenne Communauté.

L'article L2333-76 du CGCT autorise pendant 5 années le maintien du régime applicable en matière de redevance d'enlèvement des ordures ménagères sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale ayant fait l'objet de la fusion. Par conséquent, sur le périmètre de Mayenne Communauté pourraient coexister pendant 5 ans des politiques tarifaires distinctes en matière de gestion des déchets. Pour autant, l'objectif de Mayenne Communauté est d'harmoniser les tarifs dès le 1^{er} janvier 2018.

Il convient donc de fixer les principes et les tarifs d'accès aux professionnels jusqu'à cette uniformisation sur le périmètre de Mayenne Communauté, qui dépendent du lieu de domiciliation du professionnel :

1) Les professionnels domiciliés dans l'une des 13 Communes qui constituaient le territoire de la CCHL accèdent gratuitement aux déchetteries de Mayenne Communauté étant donné que cette prestation est déjà facturée dans la redevance d'enlèvement d'ordures ménagères (REOM).

2) Tous les autres professionnels domiciliés dans l'une des 20 Communes qui constituaient le territoire de la CCPM et les professionnels domiciliés en dehors de Mayenne Communauté accèdent aux déchetteries de Mayenne Communauté en s'acquittant des tarifs suivants selon le type de déchets déposés :

	ferrailles	cartons	bois	encombrants	gravats	déchets verts	toxiques
Tarifs	gratuit	gratuit	12,2€/m3	25,73 €/m3	19,97 €/m3	45€/T	2,77 €/kg

Ces tarifs sont nets, Mayenne Communauté n'étant pas assujettie à la TVA pour les déchets ménagers, en conséquence, les professionnels ne pourront pas la récupérer.

Avec ces dispositions, l'ensemble des professionnels a accès aux déchetteries de Mayenne Communauté aux conditions tarifaires délibérées présentement et selon le règlement de collecte en vigueur (ce dernier prévoit notamment le respect d'un maximum journalier de volume autorisé, etc).

L'appréciation des volumes se fait au coup d'œil au vu de la capacité des véhicules par le gardien de déchetterie sauf pour les déchets toxiques et les déchets verts qui seront pesés.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la tarification présentée, prenant effet au 1^{er} janvier 2016, pour les dépôts de déchets par les professionnels dans les déchetteries du territoire de Mayenne Communauté.

Mme MORIN expose :

Depuis plusieurs années, la collectivité optimise le tri des apports effectués en déchetteries ou dans les colonnes de tri sélectif afin de mieux valoriser les gisements, aussi bien économiquement qu'environnementalement. Elle dispose à ce titre de contrats de reprise pour une partie de ces flux (ferraille, etc.). Ces contrats se poursuivent automatiquement avec la fusion. Il existe également des gisements valorisables localement, sollicités à la demande.

C'est le cas des 3 éléments suivants :

- les palettes récupérées en déchetterie sont valorisables énergétiquement mais celles qui sont encore en état peuvent aussi être reprises localement
- le compost normé (NFU44-051) issu du compostage des déchets verts : il est mis gratuitement à disposition des usagers sur la plate-forme ou sur les points de collecte, compte tenu de la faiblesse des tonnages repris. Il constitue néanmoins un amendement normé intéressant dans un plan de fumure
- les déchets inertes issus du concassage : en effet dans un souci écologique et de maîtrise budgétaire, la CCPM a réalisé sur le site de Parigné/Braye des chantiers de concassage de déchets inertes afin de limiter l'enfouissement de matériaux qui peuvent avoir des propriétés mécaniques intéressantes une fois concassés (pour des chemins pédestres, etc.).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe les prix de revente des produits issus des activités de tri et valorisation à effet du 1^{er} janvier 2016, comme suit :

Palettes de bois	Inertes concassés	Compost de déchets verts normé (NFU44051)
1€ / unité	3€/tonne pour tout achat inférieur à 50 tonnes 2€/tonne (et ce dès la première tonne et par commande) si l'achat est supérieur ou égal à 50 tonnes (le chargement et le transport étant à la charge de l'acheteur).	3,71 €/tonne pour les agriculteurs ou autres professionnels pour tout achat d'un volume inférieur à 50 tonnes 2 € /tonne (et ce dès la première tonne et par commande) pour tout achat supérieur ou égal à 50 tonnes (chargement assuré par la collectivité dans le respect des sujétions techniques du chargeur présent sur site. Si besoins spécifiques : à la charge du professionnel)

Il est rappelé que ces tarifs sont nets, Mayenne Communauté n'étant pas assujettie à la TVA pour les déchets ménagers.

48 - Déchets – Règlements des déchetteries et points de collecte

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

Mayenne Communauté gère 5 déchetteries et 4 points de collecte. L'ensemble de ces sites accueille les déchets qui ne sont pas collectés dans les circuits habituels de ramassage des ordures ménagères ou via l'apport volontaire aux colonnes de tri, permettant le dépôt sélectif et transitoire de déchets triés pour une meilleure valorisation.

Les points de collecte sont situés sur les communes d'Aron, Commer, Jublains et Saint Georges Buttavent. Ils se distinguent des déchetteries car ils acceptent des flux de déchets plus restreints et sont des sites de proximité de taille plus modérée, avec des amplitudes horaires réduites.

Les déchetteries sont situées quant à elles sur les communes de Lassay les Châteaux, Le Ribay, Martigné, Parigné sur Braye, Saint Fraimbault de Prières.

Dans le cadre de la fusion, il est nécessaire de délibérer sur les conditions qui régissent l'accès à l'ensemble de ces sites. Ces conditions sont reprises à travers 2 règlements qui fixent les modalités d'accueil, de tri et de sécurité sur

les déchetteries et les points de collecte.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve les règlements de déchetteries et points de collecte.

49 – Déchets - Contrat d'Objectifs Déchets et Économie circulaire – Programme prévisionnel de Mayenne Communauté sur 2016-2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

Déjà labellisé "territoire zéro gaspillage, zéro déchets" en 2014 par le Ministère de l'Ecologie, le Département de la Mayenne a contractualisé avec l'ADEME des Pays de Loire un contrat d'objectifs pour l'économie circulaire (CODEC). Ce contrat d'une durée de 3 ans mobilisera l'ensemble des acteurs du territoire, notamment à travers un partenariat étroit avec l'ensemble des EPCI de la Mayenne pour travailler sur les 5 axes prioritaires suivants :

- l'économie circulaire (EIT)
- la réduction du gaspillage alimentaire
- la valorisation des biodéchets
- le recyclage des emballages
- le réemploi, la réparation, la réutilisation.

La dynamique du CODEC engagée par le département ouvre la possibilité à Mayenne Communauté de pérenniser l'action volontaire sur la prévention des déchets, initiée par les 2 ex- CC depuis 2010, en contractualisant avec l'ADEME un nouveau programme (à noter qu'un décret du 10 juin 2015 a rendu les programmes locaux de prévention obligatoires).

C'est pourquoi, suite à un travail collégial mené sur l'ensemble du département (et avec les membres des commissions environnement du Pays de Mayenne et du Horps Lassay sur 2015), un programme prévisionnel d'actions a été établi pour Mayenne Communauté sur la période 2016-2018. Il sera ajustable au regard des opportunités complémentaires que pourraient faire remonter les acteurs du territoire.

Axé sur le gaspillage alimentaire et le compostage collectif, il doit permettre de mener des actions innovantes à chaque étape du gaspillage alimentaire : du champ à l'assiette en passant par la transformation et la distribution. L'ADEME, au regard des résultats obtenus, accompagnera financièrement la collectivité sur les principes suivants :

- financement pour un poste de contractuel à hauteur de 24 000 € / an et aide à l'installation du poste de 15 000 € la première année (véhicule, ordinateur, etc.)
- soutien jusqu'à 20 000 € / an pour la communication et des prestations liées au programme d'actions.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve le programme prévisionnel d'actions détaillé en annexe,

- autorise Monsieur le Président à solliciter la subvention ad hoc auprès de l'ADEME et à signer tous les documents correspondants.

50 - Déchets – Convention avec Eco-Emballages

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

Mme MORIN expose :

Avant la fusion, les communautés de communes du Pays de Mayenne et du Horps Lassay avaient signé chacune des contrats pour l'action et la performance avec Eco-Emballages, éco-organisme agréé pour le financement du recyclage des emballages ménagers.

Ces contrats permettaient d'adhérer au "barème E" et de bénéficier ainsi de soutiens financiers au regard des performances de tri de la collectivité et jusqu'à la fin de l'agrément actuel (au plus tard le 30 juin 2017) sur l'acier, l'aluminium, papier-cartons, plastiques et verre (en complément de la revente des matériaux qui font l'objet de contrats de reprise spécifiques).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise la signature d'un contrat avec Eco-Emballages à l'échelle de Mayenne Communauté et autorise M. le Président à signer ledit contrat ainsi que toutes les pièces qui s'y rattachent.

Mme MORIN expose :

Avant la fusion, les communautés de communes du Pays de Mayenne et du Horps Lassay avaient signé chacune des conventions avec l'OCAD3E, organisme coordonnateur agréé chargé de la collecte et du traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) sur les déchèteries. OCAD3E est l'interface de la collectivité pour les organismes Recylum (lampes) et Ecologic (DEEE hors lampes), L'agrément de l'écorganisme (qui fixe notamment les barèmes de soutien aux collectivités) est fixé jusqu'au 31 décembre 2020.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, sollicite le passage des conventions "lampes" et "DEEE hors lampes" à l'échelle de Mayenne Communauté et autorise le président à signer lesdites conventions ainsi que toutes les pièces qui s'y rattachent.

52 – Environnement - Convention avec la SCIC Mayenne Bois Énergie à compter du 1^{er} janvier 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. BOURGUIN expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne a décidé de s'engager dans le soutien à la filière bois organisée au niveau du Pays de Haute-Mayenne en construisant dès 2008 un équipement de stockage du bois à Parigné sur Braye. Depuis 2010, cette plate-forme pour le séchage et le stockage du bois déchiqueté est mise à disposition de la Société Coopérative d'Intérêts Collectifs (SCIC) Mayenne Bois Énergie à travers une convention, échue au 31 décembre 2015. Compte tenu de l'évolution positive de la SCIC sur ces 2 dernières années (montée en charge des chaudières à livrer pour un résultat financier positif depuis 2013 qui permet un apurement des déficits antérieurs) il est proposé au conseil communautaire de poursuivre la convention dans le même esprit que précédemment. Les principes de cette convention sont les suivants :

- la mise à disposition gratuite de la plate-forme bois déchiqueté (partie hangar), dans l'attente de la montée en charge de la filière et la recherche de l'équilibre financier.
- la location de l'espace administratif adjacent (1 bureau, une salle de réunion) à hauteur de 200 € HT par mois. Les dépenses directes d'eau, d'électricité, de téléphone, les granulés pour le poêle sont pris en charge par la SCIC
- la mise à disposition gracieuse, jusqu'à 15 jours par an, de la salle de réunion de la SCIC pour le compte de la collectivité.
- Mayenne Communauté assure une prestation de services de chargement et déchargement du bois moyennant un coût d'intervention de 41 € HT de l'heure comprenant le personnel et le chargeur associé (dans la limite des capacités techniques du véhicule)
- Entretien et maintenance du pont bascule de pesée par une répartition des dépenses réalisées au prorata du nombre de pesées par les 3 entités : Conseil Départemental, Mayenne Communauté, SCIC MBE.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide les modalités du partenariat

- autorise le Président à signer la convention jointe en annexe pour une durée d'un an, reconductible annuellement 3 fois.

53 – Aménagement de l'espace - Prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, fusion de principe des procédures initiées par la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) et par la Communauté de Communes de le Horps Lassay (CCHL)

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. VALPREMIT expose :

Par délibération en date du 16 décembre 2015, le conseil communautaire de la CCHL a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Par délibération en date du 17 décembre 2015, le conseil communautaire de la CCPM a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

L'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 a prononcé la fusion de la Communauté de Communes du

Il convient désormais de mener une seule procédure d'élaboration de PLUi à l'échelle du nouveau territoire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- acte le principe de fusion des deux procédures d'élaboration de PLUi afin de n'en mener plus qu'une seule à l'échelle de la Communauté de Communes "Mayenne Communauté"
- autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette procédure.

54 – Aménagement de l'espace - Sollicitation de l'extension du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale à l'échelle de Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. VALPREMIT expose :

Par délibération en date du 2 juillet 2001, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) a prescrit l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et a sollicité M. le Préfet afin que celui-ci approuve par arrêté ce nouveau périmètre.

Par arrêté en date du 13 mars 2002, M. le Préfet a défini le périmètre du SCOT sur la CCPM.

Le SCOT de la CCPM a été approuvé en date du 14 janvier 2008.

L'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 a prononcé la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps Lassay au 1^{er} janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté"

Il convient donc aujourd'hui de solliciter auprès de M. le Préfet l'extension du périmètre du SCOT à l'échelle des 33 communes de Mayenne Communauté.

La validation de ce périmètre étendu est un préalable indispensable à la mise en révision générale du document existant et à son extension à l'ensemble de la nouvelle communauté.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- sollicite auprès de M. le Préfet l'extension du périmètre du SCOT à l'échelle de Mayenne Communauté
- autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette procédure.

55 – Aménagement de l'espace - Approbation de principe de continuité de la procédure de révision allégée initiée par la commune d'Aron sur le secteur des Landes

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. VALPREMIT expose :

Par délibération en date du 2 juillet 2015, le conseil municipal de la commune d'Aron a délibéré en vue de prescrire la mise en révision allégée de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur le secteur des Landes.

Depuis le 10 novembre 2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne exerce la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu ou carte communale".

La CCHL et la CCPM ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 pour devenir Mayenne Communauté, Mayenne Communauté exerce aujourd'hui la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale".

L'exercice de cette compétence par la communauté de communes ne permet plus à la commune de poursuivre elle-même la procédure de révision allégée de son PLU.

Ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite de la procédure de révision. En effet, l'article L.

123-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives dispose : «Un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peut décider, le cas échéant après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, engagée avant la date de sa création ou du transfert de cette compétence».

Par délibération en date du 19 décembre 2015, le conseil municipal d'Aron a sollicité la poursuite de cette procédure par la CCPM devenue aujourd'hui Mayenne Communauté.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L.123-1 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 M 329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps Lassay au 1^{er} janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté"

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 2 juillet 2015 ayant prescrit la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme ;

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- accepte la demande de la commune d'Aron de poursuivre la procédure de révision allégée sur le secteur des Landes par Mayenne Communauté

- autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette procédure.

- transmet la présente délibération à Monsieur le Préfet de la Mayenne.

56 – Aménagement de l'espace - Arrêt de la procédure de révision allégée du PLU de la commune d'Aron sur le secteur des Landes

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. VALPREMIT expose :

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.300-2,

Vu la délibération d'approbation de la modification N°1 du PLU d'Aron en date du 19 février 2009,

Vu la délibération du conseil municipal d'Aron du 2 juillet 2015 prescrivant la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 M 329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps Lassay au 1^{er} janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté"

Vu la délibération du Conseil municipal d'Aron en date du 19 décembre 2015 sollicitant la poursuite de la procédure par la communauté de communes du Pays de Mayenne

Vu la délibération du Conseil Communautaire de Mayenne Communauté en date du 14 janvier 2016 acceptant la

poursuite de la procédure de révision allégée N°1 dur la commune d'Aron

Par délibération du 2 juillet 2015, la commune d'Aron a prescrit la révision allégée de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) prévue par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme. Cette révision répond à la nécessité de procéder à des ajustements mineurs du règlement graphique et du règlement dans le secteur des Landes.

Ce secteur avait été modifié en février 2009 pour permettre l'extension de l'entreprise FLOCH, à proximité de son site d'exploitation actuel. La situation économique de cette entreprise ne lui permet plus aujourd'hui d'envisager ce développement. Ce terrain, propriété de la communauté de communes conserve néanmoins une vocation de développement économique.

Les changements envisagés ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et relèvent donc d'une procédure de révision allégée, conformément à l'article L.123-13 II du code de l'urbanisme. L'objet de la présente révision allégée est de permettre l'implantation de projet à vocation économique sur ce secteur autre que celui porté par l'entreprise FLOCH.

Une notice explicative du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme a été élaborée conformément à la loi, reprenant de manière détaillée le contenu du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, le dossier de révision allégée a fait l'objet d'une concertation dont l'ensemble des modalités rappelées dans la délibération du 2 juillet 2015, ont été effectuées :

- registre à disposition du public en mairie,
- affichage de la délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
- affichage de la délibération sur le site internet de la commune.

En plus des modalités de concertation définies par la délibération, deux réunions d'information ont été organisées avec les riverains de la zone concernée.

Lors des réunions d'information des riverains, la révision allégée considérée a fait l'objet d'une opposition de certains d'entre eux concernant la vocation économique de ces terrains.

L'objet de cette révision allégée et les modalités procédurales y afférents, ayant été rappelés aux membres du Conseil Communautaire, il importe, en application de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, de tirer le bilan de la concertation.

Un examen conjoint aura lieu au siège de la communauté de communes, suivi d'une enquête publique, conformément aux articles L.123-10 et 13 du code de l'urbanisme.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- ***tire le bilan de la concertation relative à la présente révision allégée et qui a été réalisée conformément à la délibération du 2 juillet 2015 ;***
- ***arrête le projet de révision allégée n° 1 du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération***
- ***soumet pour avis le projet de révision allégée du PLU, lors d'un examen conjoint, conformément à l'article L.123-13 II du code de l'urbanisme aux Personnes Publiques Associées (PPA) et aux Communes limitrophes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui ont demandé à être consultés sur le projet ;***
- ***organise une enquête publique conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme.***

Le dossier du projet de révision allégée du PLU tel qu'arrêté par le conseil communautaire est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R.123-18 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté et en mairie d'Aron durant un mois.

57 - Tarifs service commun « espace jeunes »

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. COISNON expose :

Le service commun « espace jeunes » porté par Mayenne communauté va organiser des activités de loisirs pour les jeunes des communes participantes pendant les vacances d'hiver du 8 au 12 février 2016.

Pour pouvoir s'inscrire les jeunes doivent payer une adhésion de 15€ (si quotient familial <900) et 15,75€ si QF>900.

Deux activités seront payantes, il est proposé aux jeunes

- une veillée : 4 € (si quotient familial <900) et 4,20€ si QF>900
- une sortie 8 € (si quotient familial <900) et 8,40€ si QF>900

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée valide ces tarifs pour les vacances d'hiver.

58 - Ressources Humaines – Régime indemnitaire agent mis à disposition par Saint Georges Buttavent

Reçu à la Sous-Préfecture le 21 janvier 2016

M. RAILLARD expose :

VU le code général des collectivités territoriales,
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,
VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
VU la délibération du Conseil communautaire du 26 septembre 2005 relative aux dispositions indemnitaires liées au grade des agents territoriaux de la communauté de communes du Pays de Mayenne,
VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 6 février 2014 concernant la mise dispositions individuelles d'un agent de Saint Georges,
VU l'accord du Comité technique de Saint Georges Buttavent en date du 20 février 2014
VU l'accord du comité technique de la Communauté de commune du Pays de Mayenne en date du 14 janvier 2014
VU l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 février 2014
VU l'accord de l'intéressé par courrier en date du 8 janvier 2014,
VU, l'avenant de la convention de mise à disposition modifiée en date du 14 mars 2014

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la Communes de Saint Georges Buttavent a intégré la Communauté de Communes du Pays de Mayenne. La commune de Saint Georges Buttavent a transféré les compétences d'assainissement non collectif et de collecte des déchets. Conformément à la législation, la commune de Saint Georges Buttavent transfère également le temps de travail dévolu à ces compétences. Le temps estimé est de 800 heures. Un accord de principe a été décidé de mettre à disposition un agent technique.

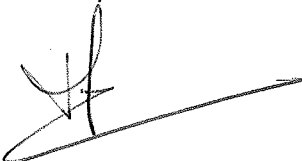
Conformément à la convention signée des deux parties, la commune de Saint Georges Buttavent verse un complément indemnitaire à l'agent au titre des missions accomplies au sein du service collecte des déchets soit 1.35 euros pour une heure accomplie dans la limite des 800 heures annuelles.

Suite à la demande de la mairie de Saint Georges Buttavent, la Communauté du Pays de Mayenne versait directement ce complément à l'agent concerné.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, continue l'attribution d'une indemnité d'administration et de technicité à hauteur de 90 euros brut par mois. En cas d'absence de l'agent, cette indemnité n'est pas maintenue. Chaque heure non réalisée et prévue au planning mensuel correspond à 1.35 euros brut soustrait des 90 euros brut.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 45

Vu, la Secrétaire,
Marie-Dominique MONSIMIER



Vu, le Président
Michel ANGOT

